

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 8 NOVEMBRE 1977 - N° 552

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F



Avec l'accord de Giscard HASSAN II MENACE

Hassan II menace de déclencher une intervention contre les camps de réfugiés à Tindouf en Algérie. Et cela au nom du «droit de poursuite». Il est évident que, dans la situation actuelle, le roi du Maroc ne profère pas de telles menaces sans le soutien de Giscard d'Estaing. L'impérialisme français, renonçant à une intervention directe de type coloniale se prépare à appuyer, par sa présence en Mauritanie, et son soutien logistique, l'agression marocaine contre le peuple sahraoui et une possible agression contre l'Algérie. Lire notre article en page 9

Mitterrand à la convention nationale du PS

REMISE EN ORDRE FACE AU P.C.F.

La Convention nationale du Parti socialiste qui s'est tenue ce week end à Paris devait à l'origine ne statuer que sur les candidatures aux législatives. Au début du mois dernier, le CERES ayant fait la proposition de la convocation d'un congrès extraordinaire pour préciser la position du PS par rapport à la rupture de l'Union de la gauche, Mitterrand avait accepté qu'un débat politique soit mis à l'ordre du jour de cette Convention nationale. Le 8 octobre, les deux courants s'étaient mis d'accord pour présenter un rapport politique commun.

La publication dans le journal *Le Monde* quelques jours avant la fin de la semaine des propositions que le CERES avait faites à Mitterrand pour favoriser «une reprise des négociations des partis de gauche», assombrie le climat à l'intérieur de la social-démocratie. C'est donc au nom du Secrétariat du PS qui ne comprend aucun membre de la minorité que Beregovoy a présenté ce rapport. Le CERES, quant à lui proposait une motion qui développait ce qui était paru dans *Le Monde* quelques jours plus tôt. De nouveau les délégués réunis s'inter-

rogeait : «y aurait-il synthèse cette fois ? Nul ne se risquait à des pronostics ; le Congrès de Nantes en avait établi plus d'un... La synthèse s'est pourtant réalisée, avec la capitulation provisoire du CERES qui n'a obtenu que des concessions infimes.

Une autre conclusion plus importante se dégage de la Convention, c'est la réaffirmation de la volonté du PS de négocier un nouveau Programme commun. Proposition de rencontre dans les dix jours des délégations «sans condition, sans préalable, sans délai et sous quelque forme que ce soit». *L'Humanité* de lundi matin y voit «une nouvelle confirmation du virage à droite du PS». Ainsi, il se confirme sans doute que le PCF n'a pas encore l'intention de mettre un terme à sa campagne de propagande. L'unité à gauche aussi factice qu'elle puisse être, est bien difficile à réaliser.

60^e anniversaire de la révolution d'octobre

L'IMPOSTURE DE BREJNEV

Lundi, à Moscou une parade militaire, armes conventionnelles comme celles utilisées pour réprimer le peuple tchécoslovaque, armes atomiques pour un arsenal de plus en plus sophistiqué au service de visées hégémoniques. Quant aux mesures d'amnistie annoncées, elles ne concernent pas les opposants.

Le régime qui sévit aujourd'hui à Moscou ose se réclamer de la Révolution prolétarienne d'octobre 17 qui ouvrait la voie à l'émancipation des travailleurs, alors même qu'il a foulé au pied les principes et les enseignements de cette révolution.

Lire page 10



7 octobre 17 : l'assaut contre le Palais d'Hiver. Le prolétariat soviétique ouvrait la voie de l'émancipation sociale, aux antipodes de la politique de nouveaux bourgeois de Moscou.

Lire notre article en pages 6 et 7

Noirmoutier

LA RÉVOLTE CONTRE LE PÉAGE

Violences policières

Les gardes mobiles ont chargé à plusieurs reprises les Noirmoutins qui bloquaient le pont reliant leur île au continent. Les affrontements se sont poursuivis jusqu'à 22 heures dimanche soir. Les habitants de Noirmoutier, venus en famille protester contre l'augmentation du péage du pont ont été scandalisés par la brutalité des gardes-mobiles qui n'ont pas hésité à tirer à tir tendu des grenades lacrymogènes dans une foule où étaient présents des enfants, et à l'intérieur d'un café.

Pour les Noirmoutins le péage du pont est passé de 3 francs à 3,50 francs, alors que le péage pour les touristes va diminuer de 2 francs. C'est pour refuser cette mesure qu'ils ont installé des barricades sur le pont.

Lire notre article en page 5

Dubigeon : les travailleurs s'interrogent

Lundi matin, la CFDT annulait son mot d'ordre de grève... jusqu'à mardi matin. La CGT se réunissait pour prendre position. Si la reprise se fait mardi, que ce soit dans l'unité ou pas, ce sera une grave défaite pour les travailleurs des chantiers. Lundi, sous le pessimisme, les interrogations grandissaient face à la tactique suivie par les directions syndicales.

(Lire page 3)

Lip : redémarrage des activités à Palente

En ce début de semaine, les Lip vont se prononcer sur un projet de redémarrage des activités à Palente, précisant l'organisation du travail, le rôle des Lip... Pour ceux qui sont à l'origine du projet, en particulier le PS, ce redémarrage pourrait enlever une épine du pied à la gauche. Une fois au pouvoir, le conflit serait enterré. Mais pour beaucoup, ce n'est qu'un moyen d'affirmer que des solutions doivent exister pour Lip, et qu'ils exigent un emploi pour tous à Palente.

(Lire page 4)

Toto calcio au parlement

Le toto calcio c'est le concours de pronostics sur les résultats des matchs de football en Italie. La plupart des pays européens l'ont adopté. Le député PR Destremau, rapporteur du budget de la Jeunesse et des Sports voudrait l'introduire en France pour financer le sport délaissé par les finances publiques. En 77, le budget du sport représentait 0,71% du budget total, il ne représentera plus que 0,67% en 1978.

(Lire page 9)

Les syndicats face à 78

Lire en page 12 notre dernier article : «Pour des perspectives nouvelles».

Les radios locales

Par **Éric BREHAT**

Du PCF au PR : «A vrai dire vos radios nous intéressent...»

● Le problème des radios locales a été posé largement dès lors que des militants ont pris la décision de passer outre aux menaces de l'article L 309 du Code des P et T et d'émettre. A ce phénomène, deux raisons : l'aspiration irrépressible des travailleurs à prendre la parole face à l'écoeurement suscité par les radios officielles, alors que les moyens à mettre en œuvre sont d'une surprenante simplicité.

Les partis bourgeois ne sont pas restés indifférents à ce phénomène inquiétant pour eux. Le parti giscardien a décidé de s'attaquer aux restes du monopole, en préparant un projet de loi autorisant, sous certaines conditions, les émetteurs locaux. Le PCF réclame la possibilité pour les municipalités de gérer des émetteurs. Chirac investit FIP pour y faire passer ses communiqués.

Mais c'est sans doute au Parti socialiste qu'on a le plus étudié la question. D'abord parce qu'au sein de la gauche, le PS ne disposait pas, jusqu'au lancement du *Matin*, de «médias» comparables à ceux du PCF. Ensuite, parce que plusieurs hommes de radio exclus de l'ORTF en 68, Maurice Séveno en particulier, se sont retrouvés au PS. Un projet d'une «Radio PS» émettant sur la région parisienne en

modulation de fréquence, avait été adopté sous la pression de Mitterrand, et un émetteur allemand avait été acheté en 1975.

Puis brusquement, le projet fut abandonné. S'opposer au monopole alors qu'il pouvait devenir si utile en cas de victoire de la gauche aux législatives, n'était pas un bon calcul. On a trouvé au PS que, quitte à investir de l'argent, il valait mieux créer un quotidien.

Maurice Séveno fut gentiment remercié, et une équipe se mit au travail pour élaborer un projet de réglementation des radios locales. C'est ce projet (qui sera exposé dans sa forme achevée au moment du vote du budget de la radio) que nous abordons aujourd'hui.

S'inspirant nettement de l'expérience tentée en Grande-Bretagne par la BBC, il a l'intérêt de montrer jusqu'à quel point un parti qui se voit déjà gérer les affaires du pays accepte d'aller en matière de liberté d'expression et de libéralisation des moyens d'information.

Au-delà, les radios locales pourraient devenir franchement «dangereuses», en donnant la possibilité à ceux qui ne s'expriment pas de parler de leurs luttes, de leurs aspirations, dans leur propre intérêt. On l'a compris au PS, et on s'empresse de mettre des garde-fous.

Projet du PS : Mettre en cage les radios libres

Supprimer le besoin de radios libres. Tel est sur le fond la position du PS en matière de radio. «La situation actuelle qui empêche tout accès à la parole, se traduit nécessairement par l'apparition de radios «défoulatoires», disait un militant écologiste avec qui nous discutons des problèmes de radio. «Il faut se demander quel est le besoin actuellement ressenti, et construire progressivement un système où la liberté de s'exprimer sera réelle, et supprimera du même coup les motivations de créer des radios libres» expliquait un spécialiste des questions culturelles du PS. Il est intéressant de voir comment ceux qui, au sein du PS, ont contribué à faire abandonner définitivement le projet de «radio-PS» comptent parvenir à cette situation.

«Quand on est arrivé au PS après le Congrès d'Épinay, tout était à faire, dans beaucoup de domaines, dans celui de la radio-télévision en particulier. En 1974, lors du vote de la loi au Parlement, nous avons présenté un projet de loi. Le gouvernement par contre a commis la grave erreur de ne pas avoir réfléchi à temps le problème des radios locales, alors que c'est un problème qui a quinze ans.»

Autrement dit, nous sommes plus aptes à gouverner que ceux qui le font actuellement, puisque malgré notre handicap de départ, nous avons réussi à élaborer une position... Ce souci de raisonner en parti de gouvernement est d'ailleurs systématiquement présent.

Première hypothèse : la gauche gagne les élections, et le PS peut faire ce qu'il avait prévu. Le problème d'une politique définie en commun avec le PCF n'est évidemment pas abordé.

«Dans un premier temps, il faut un changement immédiat qui doit donc se faire dans le cadre législatif actuel. Sinon, c'est reporter à au moins un an les premières modifications d'une situation devenue intolérable. Dans ce premier temps, nous utiliserons principalement la régionalisation politique : chacune des vingt régions actuelles

RECTIFICATIF :

L'interview des militants écologistes parue dans le journal daté du 6-7 novembre a été réalisée par Pierre Pujol, et non Éric Bréhat, comme il a été indiqué par erreur.

aura une radio dépendant du pouvoir régional. «Vous allez faire vingt-deux radios d'État nous répond-on souvent. La différence avec ce qui existe actuellement au niveau national sera au niveau des instances de contrôle : pas de représentants de l'exécutif, mais un tiers des postes occupé par des élus représentés à la proportionnelle, un tiers par les différentes catégories de personnel travaillant pour la radio et la télévision, et un tiers par des associations d'usagers, ce qui suppose une dynamisation du mouvement associatif» explique M. Descotil, spécialiste de ces questions au PS. «Ainsi, ajoute-t-il, un certain nombre de problèmes seront d'emblée résolus. Par exemple, tel pourcentage d'émissions en breton dans les programmes bretons. Cette transformation a l'avantage de ne demander aucune transformation législative. Évidemment, elle dépend du pouvoir régional.» Malgré les différences qu'on est obligé de faire entre des élus et des fonctionnaires nommés par le gouvernement, la «régionalisation» de la radio ainsi envisagée, si elle écarte dans une certaine mesure l'appropriation des radios par des groupes privés, les

soumet à un contrôle de fait des partis représentés à l'Assemblée et dans les collectivités locales. Le PS n'y perd pas au change...

LE PERMIS D'AUTOGESTION...

«Dans un deuxième temps, il faudra préparer une loi pour autoriser les radios locales, dont l'apparition est inévitable, étant donné la simplicité des moyens techniques à mettre en jeu. Nous les considérons d'emblée comme faisant partie du service public. Les radios locales doivent donc se rattacher aux échelons du pouvoir local. Schématiquement, voici comment pourrait se passer la création d'une radio locale. D'abord, création d'une association pour mettre en œuvre des programmes et un moyen de diffusion. Cette association présentera son projet à une instance qui pourrait se nommer conseil régional de la radio et télévision. Ce conseil régional serait composé en trois tiers, comme il l'a déjà été fait mention, et il devrait juger de la validité du projet à deux points de vue : association non soumise à un groupe de pression (pour éviter les radios Carrefour), et moyens techni-

ques compatibles avec l'encombrement des plages de fréquence. Les membres du conseil devraient avoir un mandat de six ans, et recevoir des indemnités, pour pouvoir jouer effectivement leur rôle. Tous les problèmes ne seront évidemment pas résolus

Le PCF : oui aux radios... sous contrôle municipal

Défenseur acharné du monopole d'État en matière de radio, regrettant l'ORTF, le PCF a observé un silence gêné devant l'écllosion des radios libres. Un article de l'*Humanité* du 23 mars 77 trouve le moyen de parler du problème des radios locales sans la moindre mention des expériences tentées en France, et ceci au moment où se lançait «Radio verte» à Paris.

Conclusion de l'article : «Il serait possible, dans le respect du monopole — par délégation des responsabilités aux municipalités par exemple — d'envisager l'essor de la libre expression pluraliste à partir d'émetteurs locaux.»

Ceux qui présenteront leur projet le plus tôt après l'adoption de la loi seront avantagés, puisque les plages de fréquence disponibles ne le sont qu'en nombre limité. Il y aura des problèmes d'arbitrage... Il faudra aussi que les conseils régionaux élaborent des cahiers des charges, non pour imposer leur point de vue sur les programmes, mais pour s'assurer qu'un certain nombre d'aspects du service public seront effectivement pris en compte. Par exemple des émissions vers les travailleurs immigrés. Car on sait bien que la gauche n'aura pas la majorité dans toutes les régions.

L'avant-projet du PS, outre le fait qu'il se situe dans un cadre plus général, diffère donc quelque peu de celui du PR, préparé par l'ancien député de Montpellier, Delmas. Le PR prévoit en effet que l'instance chargée d'accepter ou de refuser la création d'une radio, serait composée de personnalités, de représentants de l'État, et présidé par le président de la Cour d'appel, dont on sait qu'il n'est

pas tout à fait indépendant du pouvoir d'État. Mais cette différence soulignée, il n'en reste pas moins que la création de radios restera une entreprise soumise au bon vouloir de «l'establishment politique».

D'ailleurs, M. Descotil le reconnaissait : «Il est vrai que les municipalités pourront mettre leur veto. Mais si on laisse un spontanéisme complet, on se trouve en contradiction avec l'image de parti de gouvernement, d'un parti qui représente 30 % de l'électorat... On verra bien si les nouvelles municipalités du PS iront loin dans la possibilité d'expression locale. Une preuve d'intelligence de la part d'une municipalité serait d'ailleurs d'être la première à demander une autorisation d'émettre.»

Que deviendront alors les radios libres, celles que des groupes mettent en œuvre sur des sujets qui sont l'objet de luttes actuelles ? «Il faut être clair : ce qui ne sera pas autorisé ne devra pas exister. Si les radios régionales et locales sont gérées vraiment démocratiquement, il n'y aura pas besoin de contre-radios. «Radio verte — Fessenheim» devrait être inutile. Radio libre 44» aussi puisque «les radios régionales devraient lors d'un conflit, présenter les deux points de vue.»

L'avertissement est clair : les radios locales qui se créent actuellement devront accepter les décisions du conseil régional, ou disparaître. Une radio qui se mettrait exclusivement au service des travailleurs, à travers telle ou telle lutte, risquerait de ne pas «passer». «Radio verte — Fessenheim» et «Radio libre 44» sont effectivement des contre-radios. Mais elles ne sont pas que cela. L'une et l'autre, en se mettant au service des luttes populaires, ont le projet d'être faites à terme par les travailleurs eux-mêmes.

Le projet du PS, bien qu'il soit le plus sophistiqué dans le sens d'une libéralisation qui n'ouvre pas pour autant les portes aux radios-Prisunic, représente ce que la bourgeoisie pourrait être amenée à céder sans remettre en cause fondamentalement le monopole de fait d'un des puissants moyens de propagande qu'elle utilise pour perpétuer sa domination.

Le PR : à l'italienne !

A partir de l'expérience de «Radio Fil bleu» lancée à Montpellier par un avocat du PR, ex-député RI, les giscardiens ont élaboré un projet de légalisation des dérogations au monopole. Il ne s'appliquerait qu'à des émetteurs proposés par des associations selon la loi de 1901, d'une puissance inférieure à 1 KW et d'une portée ne dépassant pas 50 km. «L'attribution d'une longueur d'onde radio est faite sur simple demande à l'intérieur de chaque ressort de Cour d'Appel, par une commission ad hoc comprenant le premier président de la Cour d'Appel, le président du tribunal administratif, un représentant des tributaires de longueur d'onde» c'est-à-dire P et T ou TDF.

Une clause prévoit que l'émission devra durer une heure minimum, chaque jour, pendant trois mois, quatre heures par jour, ensuite et au moins vingt jours par mois ! Cela exige donc une mise de fonds nettement plus importante que ce qu'envisagent les animateurs actuels de radios libres.

Dernière précision : le projet ne réglemente pas l'usage de la publicité «chaque association devant fixer ses propres règles dans ce domaine, et l'auditeur restant le seul maître». Autrement dit, n'auront véritablement de chances que les radios assurées dès le départ d'une forte publicité, et donc soumises aux pressions financières, ou celles qui bénéficieront de subsides politiques, les deux n'étant évidemment pas contradictoires.

Un tel projet ouvrirait les portes à une situation «à l'italienne» avec toutefois un contrôle plus strict des bandes de fréquence. Les Giscardiens, fervents défenseurs du libéralisme et très intéressés par les mécanismes de manipulation de l'opinion, n'y voient que des avantages.

Rassemblement CFDT à Epinal

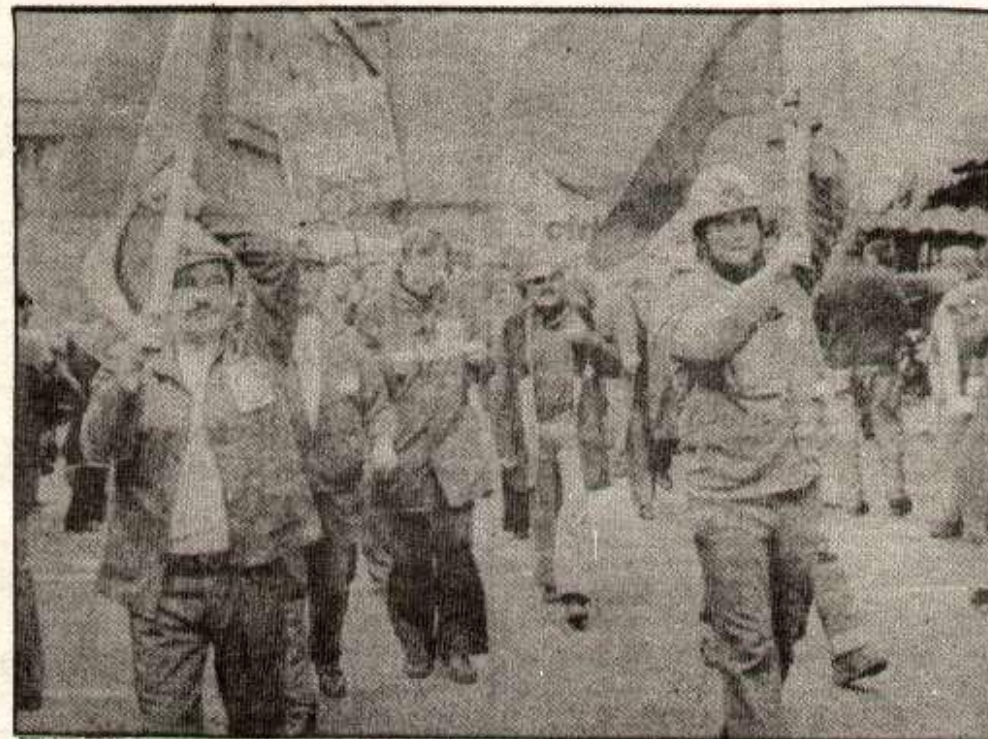
BIEN EN DEÇA DES ASPIRATIONS
DES SYNDICALISTES PRÉSENTS

● Les travailleurs des «conflits longs», comme on les appelle, Lip, Réo, la Cip, Schlumpf, étaient venus samedi à Epinal parce qu'ils espéraient que ce serait un premier pas dans la prise en charge par la confédération CFDT de la coordination des luttes. L'éditorial de *Syndicalisme Hebdo* affirmait d'ailleurs : «L'objectif de cette journée ? Permettre

une coordination et une relance de l'action sur le double thème de la défense de l'emploi et des solutions avancées par la CFDT pour sortir de la crise». En fait les aspirations à une coordination, à une relance des luttes n'ont guère pu s'exprimer pendant ce rassemblement.

Pourtant, il y avait longtemps qu'une initiative confédérale rassemblant trois fédérations (Hacuitex, Mines et Métallurgie) et trois régions (Nord, Alsace et Lorraine) n'avaient été prise. Dans des régions très durement touchées par le chômage, avec de nombreux conflits dont certains durent depuis des mois, avec de nouvelles menaces sur l'emploi, les syndicalistes présents voulaient marquer le coup. Mais le déroulement même de la journée ne facilitait pas la mobilisation : «Après les échecs des luttes récentes, le poids de la menace du chômage, on ne fait pas déplacer les travailleurs, simplement pour un meeting» nous disait un sidérurgiste de Thionville, assez déçu. C'est un fait que par le nombre de participants, le rassemblement n'était pas un réel succès.

Sous couvert de décentralisation, tout a été dans la matinée émietté dans les rues d'Epinal. Par fédération et région, de petits cortèges se sont rendus dans divers points de la ville, pour diffuser des tracts à la population. A aucun moment, ils ne se sont rassemblés en un seul cortège, dans toute la matinée.



A midi, pour le repas dans la salle des fêtes, tout le monde s'est retrouvé. Au dehors, les stands des usines en lutte : les sidérurgistes vendent des cendriers, les ouvriers d'Amos des tapis et des coussins. Un stand de Teppaz (Lyon) où la reprise n'est pas effective et où les 90 % vont être supprimés. Les imprimeurs de la Silic diffusent leurs tracts.

Ce sera le seul moment de la journée où les discussions pourront avoir lieu, sur le tas, spontanées, mais pouvant difficilement être approfondies. On va de stand en stand, on se demande des nouvelles sur la situation, on s'encourage, on accumule les tracts. Mais rien n'est prévu pour un réel débat, une réelle coordination de toutes ces luttes qui ne font que se côtoyer.

Le meeting ne sortira pas de cette logique. Les travailleurs en lutte n'y prendront pas la parole. Les interventions des différentes fédérations seront plutôt une description de la situation, en particulier du chômage, et des solutions CFDT pour sortir de la crise, qu'une mobilisation à partir des luttes présentes. Celles-ci ne seront qu'évoquées, citées au détour d'une phrase. Dans son intervention au nom de la confédération, Mercier soulignera ainsi les limites du rassemblement : «La préparation de cette journée montre à l'évidence que cette salle est pleine, mais elle ne représente pas le potentiel que la CFDT aurait pu, aurait dû rassembler aujourd'hui. Cela montre incontestablement que ce n'est pas les efforts confédéraux régionaux — qui ont peut-être manqué dans cette affaire — mais c'est d'abord dans les entreprises où on n'a pas suffisamment expliqué le sens et la portée de l'action qu'entendait mener la CFDT... La nécessité de l'action est ressentie par tous. Lors du dernier Conseil National de la semaine

dernière, elle s'est exprimée clairement, d'une façon profonde. Il s'agit pour nous de faire en sorte que malgré les difficultés, nous puissions arriver à une action unitaire rapidement dans notre pays... Cette action devrait avoir lieu fin novembre, début décembre.»

C'est un fait que la préparation à l'échelle locale a été inégale. Ainsi, sur Nancy, aucun car n'est parti à Epinal. A Thionville, certaines sections ont appris au dernier moment cette initiative. Mais aujourd'hui, s'il est vrai qu'une aspiration à la lutte se manifeste, les travailleurs ne repartiront pas comme ça, sans un minimum de garantie sur la voie choisie. Après le meeting où la confédération a de nouveau expliqué son point de vue sur la crise de la gauche, et la raison de son intervention, où elle a rappelé l'intérêt suscité par la plate-forme, beaucoup attendaient un débat, qui n'a pas eu lieu. Dans ces conditions, l'appel à la mobilisation, «même si les résultats ne sont pas suffisants», ne peut guère déclencher l'enthousiasme. S'agit-il seulement aujourd'hui, comme l'a affirmé Mercier, de «conforter les travailleurs dans l'action syndicale» dans une période où la situation politique suscite de multiples interrogations ? Une action unitaire oui, mais pour déboucher sur quoi ? La journée d'Epinal, en ce sens, était bien en deça des aspirations des syndicalistes présents.

Monique CHÉRAN

Dubigeon (Nantes) :
reprise mardi ?Les travailleurs
s'interrogent
sur la tactique
des directions
syndicales

Lundi matin, de nombreux travailleurs étaient présents aux grilles du chantier. La dernière nouvelle importante, connue dimanche après-midi, était l'appel à la reprise pour le lundi matin, que lançait la CFDT à tout le personnel.

Alors que suite au vote qu'elle avait organisé seule la semaine dernière, et qui ne donnait qu'une majorité de votants, et non pas du personnel, en faveur de la reprise du travail, la CFDT s'était bornée à se retirer du conflit sans prendre position, elle a fini par adopter une attitude la plus inacceptable qui soit. C'était bien le pessimisme qui dominait ce matin aux chantiers. Pour de nombreux travailleurs, la situation actuelle n'est que la conséquence de la manière dont a été conduite la lutte : aucune assemblée générale, aucune véritable prise en main de la lutte par les grévistes, un faible souci de la part des unions départementales tant CGT que CFDT de chercher à élargir la lutte des Dubigeon à la métallurgie nantaise et à la Navale française.

De nombreux travailleurs qui soutenaient d'ailleurs l'intervention de notre parti ce matin, qui appelaient les travailleurs pour continuer la grève, à définir entre eux des perspectives nettes pour élargir la lutte et construire un véritable rapport de force, ne croyaient plus beaucoup à une issue favorable du conflit.

La CGT doit réunir ce matin ses adhérents et

sympathisants pour déterminer une attitude claire sur le conflit. Poursuivre ou rentrer dans l'unité, ce n'est que vers midi que la décision doit être connue. La seule perspective qu'offrait ce matin la CGT était d'intervenir au Conseil général, qui doit tenir une séance publique sur le démantèlement de la Navale.

La CFDT ce matin faisait un léger recul, suite à une demande d'intersyndicale de la CGT, elle suspendait son mot d'ordre de reprise du travail jusqu'à demain matin. Il semble bien que ce sera le seul recul de sa part. Nul doute que si le travail reprend demain matin à Dubigeon, que ce soit dans l'unité ou non, ce sera de toute façon une grave défaite des travailleurs devant une direction intraitable qui attend sûrement de voir rentrer les travailleurs à genoux pour annoncer de plus importants licenciements encore.

Surtout quand on connaît les décisions de la CEE qui la semaine dernière, dans son plan de restructuration de la Navale européenne, prévoit le licenciement d'un travailleur sur deux. La tactique des directions syndicales, tant CGT que CFDT, peu désireuses d'un vaste mouvement à l'approche de 78, qui n'ont jamais pris les moyens d'une victoire, qui ont tout fait pour circonscire la lutte aux chantiers mêmes, ne manque pas de susciter des interrogations chez les travailleurs.

Corr. PCR Nantes
Lundi 9 heures

Textile alsacien :
licenciements en série
et menace
de dépôt de bilan
chez Berglas-Kiener

Comme pour l'ensemble des autres groupes textiles qui ont récemment liquidé leurs unités de production situées dans notre département, la société multinationale Courtaulds — dont dépend Berglas-Kiener — exerce un inadmissible chantage sur l'emploi de 600 travailleurs pour récupérer une aide financière supplémentaire de l'État et des collectivités locales. Cette politique de financement public accrue des monopoles — qui correspond en fait à l'octroi de véritables primes d'encouragement à licencier — a déjà porté ses fruits dans notre département : le groupe Gold Zack a reçu d'importantes subventions de l'État pour agrandir une de ses usines en Haute-Loire au même moment où il jetait à la rue les 127 salariés de Procédés Elastics à Saint-Louis ; le groupe Cernay S.A. qui a racheté Gluck, a reçu 17 millions de F de subventions publiques alors qu'il mettait à la rue près de 150 salariés à Mulhouse. Sans parler des 500 chômeurs à Malmerspach ; le groupe Agache-Willot entend récupérer d'importants avantages fiscaux en menaçant de fermer Isidore André à Masevaux et peut d'ores et déjà bénéficier d'un taux maximum de prime dans la vallée de la Thur où il menace de fermer Gros Roman à Kruth en complément de 24 licenciements décidés à Soultzmatt.

Section CGT
BERGLAS-KIENER

«Le Tabac» (Sarthe) :
lutte pour le droit
de grève

Depuis des mois, les travailleurs et travailleuses de l'entreprise «Le Tabac» (usine de reconstitution de tabac) à Spay, dans la Sarthe, subissaient la répression continuelle chaque fois qu'ils laissaient simplement entendre qu'ils allaient se mettre en grève par exemple pour les salaires. Le 18 octobre dernier, les travailleurs exprimaient ainsi leur intention de suivre la journée d'action dans le papier carton. Cette fois, le patron du «Tabac» menaçait ni plus ni moins de fermer l'entreprise (celle-ci est une filiale d'un trust américain).

Cette fois, c'en était trop ! Les travailleurs se sont tout simplement mis en grève pour que le droit de grève soit reconnu. Les ouvriers en lutte rencontrent un soutien grandissant : leurs camarades des filiales de Quimperlé (OCB) et de Rouen (Sopalim) ont débrayé en fin de semaine.

LUTTES OUVRIERES

LIP : LE PROJET CADRE DE L'ACTIVITÉ SERA VOTÉ CETTE SEMAINE

Les Lip vont se prononcer cette semaine sur le «projet d'un cadre de travail pour la création d'activités à Palente». En voici l'essentiel.

Une première partie aborde toutes les étapes de la mise en place de ce projet.

La première partirait du jour où l'Assemblée générale aura pris sa décision, et durerait jusqu'aux «portes ouvertes». Elle permettrait de définir les postes, d'élire les responsables, de préparer les portes ouvertes, de mettre au point l'appel à la souscription, et de démarrer les négociations sur le rachat des actifs.

La deuxième étape irait des «portes ouvertes» qui se tiendraient fin novembre jusqu'à Noël. Elle envisagerait la commercialisation intensive, le quadrillage par un réseau de soutien dans le cadre de l'appel, mise en place des comités de soutien, et la recherche de débouchés en matière de services et nouveaux produits.

Troisième étape : janvier-février, poursuites des ventes horlogères, introductions des nouveaux modèles, introductions des services et des nouveaux produits, démarrage de la sous-traitance.

Quatrième étape, au moment des élections : démarrage industriel de ces projets.

Le texte aborde ensuite la question de la structure juridique. Elle reposerait sur quatre unités, dont deux existent aujourd'hui : la première serait constituée pour les études et la diversification. Dans ce cadre-là, l'association «4 M» serait maintenue. Pour le transfert technologique, qui concerne l'étude, les stages de formation, on se servirait également de la société qui a été mise en place, les «études industrielles de Palente-Lip». Pour la production et la commercialisation, il y a trois solutions : soit une société coopérative : Lip, soit une société anonyme ou une SARL. Pour la diffusion à l'extérieur, l'animation du comité de soutien, l'organisation de la souscription, la vente d'objets divers, ils créeraient «l'association des amis de Lip».

Sur le statut du personnel : «Les travailleurs auront les mêmes revenus et les mêmes garanties en ce qui concerne la Sécurité sociale et les allocations familiales qu'aujourd'hui. Dans le cas où le statut d'une coopérative de production serait retenu, il sera demandé une contribution personnelle, d'environ 500 F par an, ce qui fait donc 2 500 francs pour cinq ans, qui devra être

versé dans un délai de un à six mois, après la décision de l'assemblée générale.»

Sur la question de l'organisation interne, il y a constitution d'une commission de coordination, qui serait élue par l'assemblée générale et qui serait chargée de préparer les décisions, de surveiller leur exécution, de proposer des orientations, de sélectionner les nouveaux produits et services, de prendre en charge les relations publiques.

Le collectif réorganisé, regroupant notamment les représentants des commissions aura un rôle de conseil, de surveillance, tranchant les problèmes qui surviendraient entre l'équipe de coordination et les commissions. Il sera également chargé de présenter à l'Assemblée générale les réflexions permanentes sur l'avancement des travaux des commissions.

L'Assemblée générale aura un rôle de décision finale. Elle disposera de moyens d'appréciations plus précis et plus réguliers. Une information continue devra être effectuée avec le collectif, les commissions, l'équipe de coordination par des moyens appropriés (tracts, réunions sur sujets précis, vidéo...). Par exemple, chaque réunion du collectif devra faire l'objet d'un rapport écrit dans un délai maximum de 48 heures.

Les commissions de production, d'études et de lutte seront progressivement réorganisées suivant une sélection basée sur les rapports de la lutte sur les plans : politique, social, économique. Elles passeront avec l'Assemblée générale, un contrat d'une durée à préciser (3 mois, 6 mois, 1 an), définissant leurs objectifs suivant ces trois critères.

Dans les discussions en Assemblée générale, une question revient souvent : celle de la mobilisation des Lip autour de ce projet. Deux points de vue persistent, parmi ceux qui soutiennent le projet : ceux qui en sont à l'initiative, comme Garcin du PS, qui ont comme objet d'enlever une épingle du pied de la gauche au pouvoir en créant cette société. L'autre, qui veut démontrer avec ce projet qu'une solution est possible à Lip, mais pour qui il n'est pas question de faire une coopérative et de s'intégrer dans toutes les structures que cela impliquerait. Pour eux, c'est la continuation de la lutte pour «démontrer la viabilité de l'entreprise et proclamer sa volonté d'avoir des emplois pour tous à Palente.»

Correspondant
BESANÇON

L'augmentation du SMIC le 1^{er} novembre

UNE MESURE ELECTORALISTE

● A l'issue de son entretien vendredi 4 novembre avec Barre, Bergeron a annoncé qu'un certain nombre de mesures en «faveur des travailleurs manuels» seraient prises le 31 décembre de cette année, par le gouvernement : des mesures, tel le relèvement du SMIC dont le vide montre qu'elles ne sont que démagogie mais par contre pas sans rapport avec la proximité des échéances électorales.

La mesure qui se veut sans conteste la plus importante est celle du SMIC. Celui-ci va être augmenté à l'avance le 1^{er} novembre et d'un pourcentage supérieur à l'augmentation officielle des prix qui sera intervenue durant les mois d'octobre et de novembre. Autrement dit, l'augmentation des salaires pourra avoisiner les 3 % si l'augmentation des prix est de 2 %. Barre s'imagine-t-il duper les travailleurs avec cette «nouveau» ? Cette augmentation «supé-

rieure» sera de toute façon, inférieure à l'augmentation officielle des prix au 1^{er} décembre, qui sera une nouvelle fois truquée, ne prenant entre autre que très partiellement en compte l'augmentation des produits de consommation : ceux-ci occupent une place de plus en plus importante dans les budgets des familles populaires. On sera de toute façon loin d'avoir rattrapé la hausse des prix depuis le début de l'année, de 10 % !

Mais cette mesure est d'autant plus dérisoire si l'on examine certaines conséquences de la crise qui se sont particulièrement développées ces derniers temps.

Quel effet aura donc cette augmentation «légèrement supérieure» au taux du salaire horaire, quand on sait que des dizaines de milliers de travailleurs voient 20, 30 % et parfois plus de leur horaire de travail payé au rabais, du fait du chômage partiel ? Pour ne prendre qu'un exemple, en Lorraine, 100 000 travailleurs et pas seulement dans la sidérurgie, ont été touchés par le chômage partiel ces derniers mois, 150 000 ont subi le chômage sous une forme ou sous une autre. Pour chacun d'entre eux, ce sont des dizaines, voire des centaines, d'heures qui

ont été payées à 60 % et non prises en compte par Barre.

Il faudrait encore parler des diminutions d'horaires tout court, et non compensées ou si peu.

Barre veut donner un «petit coup de pouce» de quelque 1 % aux salaires mais encore une fois il ne parle pas de l'augmentation des impôts, qui cette année encore, toucheront un pourcentage encore plus élevé de travailleurs. Au total, la baisse du pouvoir d'achat des masses populaires sera à quelques centimes près, toujours la même.

La seconde mesure annoncée, l'octroi d'un «complément de salaire» pour les travailleurs les plus défavorisés, à partir du 1^{er} décembre, est tout à aussi dérisoire : outre qu'aucun chiffre n'a été donné sur ce «complément», on sait toutefois qu'il correspond à l'augmentation de salaire qu'aurait accordé le gouvernement cette année... lors des négociations auxquelles il avait convié les organisations syndicales et que celles-ci avaient refusées... sachant qu'il n'en ressortirait que des miettes !

Et de toute façon, à ce propos, Barre n'a fait que des «recommandations» au patronat, dont on connaît déjà la réponse : pas question de cette prime pourtant dérisoire afin de ne pas remettre en cause la «liberté de négociation des salaires».

Au total, ces nouvelles mesures apparaissent clairement pour ce qu'elles sont : des mesures vides, à usage électoral.

R. FEUILLET



La revalorisation «supérieure» du SMIC : une mesure qui cache mal la baisse continue du pouvoir d'achat pour les travailleurs.

Schlumberger (Reims)

DÉFILÉ DES TRAVAILLEURS A L'USINE DE MONTROUGE

La direction confirme le chômage partiel

Comme cela avait été annoncé dans le *Quotidien* de vendredi, les travailleurs de Schlumberger à Reims ont engagé la riposte contre le plan de restructuration de la direction et contre les mesures annoncées (une semaine de chômage par mois pour 1978, et 52 personnes en trop dans l'effectif). La conférence de presse de jeudi s'est terminée en rappelant les revendications : droit au travail, augmentation du pouvoir d'achat, indemnisation intégrale du chômage déjà effectué, arrêt du chômage et création d'emplois pour améliorer les conditions de travail, extension des libertés ouvrières et syndicales les 35 heures par semaine, 5^e semaine de congés payés, suppression des cadences,

temps d'information syndicale payé, droit de réunion pendant le temps de travail. Cette conférence de presse concluait : «Pour que le patronat ne puisse remettre en cause nos acquis et pour satisfaire entièrement nos aspirations, oui au pouvoir des travailleurs, seule solution pour sortir de la crise capitaliste». Après une diffusion de tract au restaurant d'entreprise, et face à un refus de la direction de recevoir la délégation, nous avons décidé de manifester à l'intérieur de l'usine de Montrouge où nous avons fait des prises de parole dans chaque atelier. Nous avons constaté que ces formes d'action déplaçaient fortement à notre direction puisque celle-ci déléguait le chef du

personnel pour nous recevoir. Il nous déclarait que ce n'était pas ce genre de «ballade» qui les ferait changer d'avis et qu'il ne répondrait que le 21 novembre comme prévu, et qu'à cette date, il nous annoncerait si oui ou non, il nous accorderait une aumône, limitant quelque peu la perte de salaire causé par le chômage. Mais Bellouard nous a confirmé que le chômage continuerait et qu'il y aurait toujours 52 personnes en trop. A la question : «Peut-on vivre avec 180 000 anciens francs par mois ?», celui-ci déclarait que ce n'était pas son problème ! Le premier bilan que nous pouvons tirer de cette action, c'est que si nous n'avons rien obtenu de concret, nous sa-

vions avant que ce n'est pas une seule action ponctuelle qui ferait céder nos patrons. Mais cette action, nous la jugeons positive pour plusieurs aspects :

—elle a montré notre détermination et le renforcement important du courant favorable à la lutte dans notre entreprise.

—elle a montré que nos patrons, s'ils acceptaient volontiers de parler de leurs problèmes à quelques délégués, s'irritaient lorsque les travailleurs prenaient en main l'organisation de leurs luttes avec leurs syndicats.

Correspondant
Schlumberger
Reims

Les Noirmoutrins contre la hausse du péage

CHARGES ET TIRS TENDUS DES GARDES MOBILES

Ne tentez pas de vous rendre à Noirmoutier. La large route vendéenne à quatre voies qui y mène d'ordinaire n'y peut rien. Ni le nouveau pont de Noirmoutier, ni le passage du Gois dégagé seulement à marée basse, ne vous livreront passage : tous deux sont bloqués. Depuis la nuit de vendredi à samedi, les habitants ont dressé une barricade en travers du pont péage pour refuser la hausse injuste de tarifs qui les frappe : le préfet a décidé de supprimer le péage pour les touristes, pour maintenir celui des vendéens à 6 F et... augmenter de 3 F à 3,50 F celui des îliens !

Cette décision qui lèse les intérêts des Noirmoutrins a été prise contre eux avec la complicité du conseil général : le 26 octobre le préfet prenait l'arrêté, le 27 le Conseil général l'ap-

prouvait par 10 voix pour, 8 voix contre, et ... 10 abstentions ! Contre les manifestants, représentant toute la population de l'île, l'État a envoyé ses escadrons de garde mobile. Le barrage pacifique a été attaqué à plusieurs reprises par la police, des grenades lacrymogènes tirées sur la foule nombreuse venue dimanche après midi, femmes et enfants y compris, voir de ses yeux ce qui n'était jamais arrivé de mémoire d'îlien : Noirmoutier encerclé par la police pour avoir tout simplement réclamé justice !

En travers du pont, des planches hérissées de clous, des pierres, des barbelés servent de supports aux vieux pneus qui flambent.

Les forces de «l'ordre» ont vu leurs effectifs progressivement renforcés. Au départ un seul

escadron de gendarmerie (120 hommes), maintenant plus du double. Face à eux des pêcheurs des hommes, des femmes, des enfants ainsi que plusieurs élus locaux.

Cela n'a pas dérangé la préfecture qui a donné à maintes reprises l'ordre de charger pour «dégager la voie», pas plus que ne l'a dérangée le tir effectué, contrairement à toutes règles, contre le café où de nombreuses personnes se sont réfugiées. C'est dans ce même café de la Fosse, encerclé peu à peu par les gendarmes, et dans la panique d'après une charge que nous avons pu, «à chaud», recueillir les témoignages de la révolte de l'île.

Ce pont, indispensable à la vie même de l'île, les Noirmoutrins l'avaient réclamé depuis

longtemps. Ils l'obtinrent en 71, mais assorti d'un péage discriminatoire et plus que lucratif pour le département. Avant le pont, c'était soit le passage du Gois, chaussée pavée, libre à marée basse, seulement soit «Le Goulet», petit bateau qui faisait, en toutes saisons, l'aller et retour entre la Fromentine et la Fosse...

Entretenant la division entre la «côte» et le «bocage» (les îles et la côte profiteraient plus du tourisme...) le conseil général a pénalisé les habitants de l'île pour offrir le péage... aux touristes !

Mais Noirmoutier s'est dressée toute entière contre l'injustice. Le préfet, le pouvoir, devront en tenir compte. Ce lundi une première réunion devait rassembler le préfet et les élus locaux...

Pierre PUJOL

A l'hôtel restaurant de la Fosse

«On ne se bat pas, pour 50 centimes, mais pour la justice».

L'hôtel-restaurant de la Fosse est situé tout près du pont. Ses habitués ont été en quelque sorte aux premières loges des affrontements puisque des grenades lacrymogènes ont même été tirées contre l'établissement. L'indignation est à son comble dans le café et tous dénoncent l'injustice. Un responsable local nous a exprimé cet émoi et cette colère :

«C'est inimaginable, lamentable, ignoble de la part de la préfecture de la Vendée. On ne défend pas les 0,50 F, on défend la justice. C'est la justice que nous voulons ! C'est vraiment lamentable. Ils envoient des grenades lacrymogènes sur les gosses et les familles qui sont venus là pour réclamer la justice. Pourquoi traîne-t-on les Noirmoutrins dans la boue et prend-on les élus locaux pour des mannequins ?

Tout se passait dans le calme et lorsque les fusées rouges sont parties — les fusées rouges, c'est le signal de détresse —, les CRS ont attaqué. Si Pey-

refitte, qui est venu par ici il y a quelque temps, était là, il verrait ce qu'est la justice ! Et on nous parle de pays libre, on nous parle d'égalité. Moi je me suis toujours battu pour la liberté de mon peuple ! Qu'ils l'admettent ces gens-là, qu'ils ont fait une faute grave ! Et s'il y a du sang qui coule, le préfet de la Vendée, le secrétaire général, le président du conseil général en seront les premiers et les seuls responsables. Il faudrait qu'un jour à la radio et à la télévision, on dise la vérité ! Ce n'est pas nous qui avons fait les provocations. Nous voulons la justice. On ne veut pas être traînés dans la boue. Nous sommes des responsables locaux. Nous avons tous démissionné. L'arrêté du préfet est illégal ; il veut ensuite le faire appliquer par la force !

Les CRS ont même tiré directement sur la foule et ils ont tiré dans le café ! Ils ont rempli le café de gaz lacrymogène. C'est contraire à tout règlement ! C'est inadmissible !

«Nous ne sommes pas décidés à céder»

Interview de M. Penisson, Maire
(démissionnaire) de l'Epine
(Noirmoutiers)

Dimanche, 18 heures

— QdP : Pourquoi les îliens refusent-ils unanimement cette augmentation ?

— R : Trouvez-vous normal que tous frais payés pour ce pont, il reste encore 100 millions de bénéfices ? Ces 100 millions, où vont-ils alors ? C'est tout simplement scandaleux. On voit très bien que cette manœuvre vient de la préfecture ! Les esprits s'échauffent à Noirmoutier. Les gens discutent beaucoup par ici. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de blessés graves, mais les choses peuvent changer, croyez-moi. Nous ne sommes pas décidés à céder comme ça.

— QdP : Que représente la démission des maires de l'île ?

— R : Devant l'attitude du préfet, tous les maires et adjoints de l'île ont démissionné. Ou le préfet acceptera notre démission, ou il la refusera. On verra bien. De toute façon, nous allons faire la grève administrative, c'est-à-dire que nous ne lirons même pas le courrier de la préfecture et de la sous-préfecture. Nous les reverrons en fin de semaine au préfet sans les avoir ouvertes. Un point, c'est

tout. Le préfet peut nous radier. Il y en aura un autre à notre place et si l'autre fait la même chose que nous... L'ex-conseiller général de Vendée, qui est en même temps secrétaire des PME, a essayé hier de joindre, en vain Raymond Barre. Il a rendez-vous lundi avec le ministre de l'intérieur.

— QdP : A qui bénéficie l'excédent produit par le péage du pont ?

— R : C'est le département qui encaisse le bénéfice. Cela paie le pont de Noirmoutier, et l'infrastructure des routes. Ce pont, en réalité, n'a pas coûté un sous au département. Le pont est payable en quinze ans mais les annuités du pont sont payées largement puisque chaque année, il reste 100 millions !

Le pont a rapporté cette année environ 650 millions de francs. Savez-vous ce que rapporterait l'augmentation de 50 centimes par îlien ? 5,500 millions d'anciens francs ! N'est-ce pas se moquer du monde ? Ce que je crains, c'est que le conseil général n'ait pas le courage de faire machine arrière. Moi, je pense qu'il voudrait que cela vienne d'en haut, que l'arrêté du préfet soit annulé par le tribunal administratif. Mais cela peut mettre huit jours peut-être...

Accord Franco-Portugais sur l'immigration

Les mesures Stoléro sur l'immigration ne toucheront pas les travailleurs portugais venant travailler en France. A la suite de la visite en France de Mario Soares et de la rencontre du secrétaire d'État Portugais à l'immigration João Vieira Lima avec Stoléro, le gouvernement français a rapporté les mesures Stoléro pour ce qui concerne les Portugais.

Grève des Croissants

Les boulangers ont mis l'embargo sur les croissants et les pains au chocolat. Hostiles au blocage décrété par Barre sur les prix de la pâtisserie fraîche et de sept produits de large consommation dont les croissants et les pains au chocolat, les pâtisseries et les boulangers devaient en principe faire la grève du croissant à partir de ce lundi. Ce jour étant le jour de fermeture de la majorité d'entre eux, il faudra attendre mardi pour évaluer l'ampleur de cette grève.

Dès lundi, les autres mesures annoncées par Barre devaient entrer en application :

- baisse de 5 % des prix du poulet
- limitation des marges commerciales pour la viande de veau, les poissons, coquillages et crustacés.
- prix plafonds pour les eaux minérales et la plupart des vins d'appellation d'origine contrôlée servis dans les restaurants.

Le meurtrier de Lucien Meylon a avoué

Marcel Auvré a avoué avoir tiré sur Lucien Meylon, ce jeune Guadeloupéen assassiné il y a huit jours porte de Pantin à Paris à l'entrée d'un concert de rock. Auvré était un habitué des services d'ordre des concerts pop. Selon lui, le 30 octobre il avait été renvoyé par l'organisateur pour une affaire de trafic de billets d'entrée. Il a néanmoins continué à jouer les durs avec son pistolet. Au cours d'une altercation avec Lucien Meylon, il a sorti son pistolet et l'a tué d'une balle dans la poitrine.



Marche anti-nucléaire dans les Pyrénées

Un millier de manifestants ont participé à une marche dimanche après-midi à Ille sur Tet (Pyrénées-Orientales). Ils protestaient contre les projets de recherche d'uranium dans cette région.

Mort de Gosciny

René Gosciny, le créateur d'Astérix est mort samedi à Paris d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante et un ans. Outre Astérix et Obélix, Gosciny avait créé Oumpahpah, Iznogoud et il écrivait le scénario de Lucky Luke.

Il avait lancé Pilote avec J.M. Charlier et accueilli un temps dans l'équipe de l'hebdomadaire Reiser, Gédé, Cabu, Bretecher, Gotlib...

POLITIQUE

POLITIQUE

Le PCF et l'URSS

L'HUMANITÉ DIMANCHE EN TENUE DE CAMPAGNE

D'emblée, le reporter de L'Humanité Dimanche tente de minimiser l'importance de la question des libertés... Les questions débattues lors de l'émission «L'événement» (...) sont pour nous majeures. Mais il faut reconnaître qu'elles ne sont pas abordées dans la même optique par le peuple soviétique.

Quand l'occasion s'en présente, il arrive que le PCF tente de se démarquer de l'Union Soviétique. En effet, l'image que donne le prétendu socialisme de Brejnev ne constitue guère une bonne affiche publicitaire.

consacré aux problèmes de l'agriculture. En voici quelques échantillons : «Et la route, pourquoi n'est-elle pas terminée ?» «Elle va l'être», dit Andrianov, rayonnant d'optimisme.

Un peu plus loin : «Il y a eu des erreurs, des tâtonnements, des lenteurs. Pourquoi n'est-elle pas terminée ?» «Elle va l'être», dit Andrianov, rayonnant d'optimisme.

de toute la vie paysanne. Par là, on touche les racines même de la vie soviétique.

En voilà assez : de part en part, l'image qui est donnée de l'URSS est celle d'un pays qui marcherait de l'avant, vers un brillant avenir, avec tout au plus des contradictions de second ordre.

La désunion de la gauche et l'état interne du PS sur lequel elle se répercute était au centre de la Convention nationale du PS, de dimanche. Deux journées essentielles peuvent être tirées de ces deux journées.

Tant Beregovoy dans son rapport que Mitterrand ont réaffirmé qu'ils ne souhaitaient pas aller à la bataille du mois de mars, seul. Pas une voix discordante dans ce concert.

dra sans doute, mais pas tout de suite ; Mitterrand peut estimer que cela sera même précédé, pour un temps, par l'exercice commun du pouvoir.

LE PARTAGE DU POUVOIR

Mais pourquoi la rupture actuelle ? Mitterrand dans son intervention revient longuement sur cette question.

COMPROMIS HISTORIQUE A LA FRANÇAISE ?

Quand Mitterrand après cela essaye d'accréditer la thèse du compromis historique à la française, il n'y croit sans doute pas lui-même.

«ON VOUDRAIT BIEN CONTENTER TOUT LE MONDE»

La difficile question des investitures constituait le seul ordre du jour de la première journée et une partie non négligeable de la seconde.

Huis-clos le samedi, tant le spectacle offert était peu reluisant !. Au soir du premier jour, la situation était la suivante : «Sur 474 circonscriptions de la France Métropolitaine, déclare Estier dans son compte rendu à la presse plus de 400 ne posent pas de problème.

Mais des problèmes internes au PS subsistent ; le cas le plus crucial, non le seul était celui de Nantes où Chenard, le nouveau maire s'était fait mousser par un candidat de moindre renommée mais, régulièrement (ce ne fut pas le cas dans toutes les circonscriptions si on en croit quelques conversations).

Mitterrand ironise sur le compromis historique du PCF et se permet de lever le poing depuis que Marchais ne le fait plus.



Devant le «Recours», nouvelle association d'anciens colons d'Algérie qui a fait voter à gauche aux dernières municipales, les représentants des différents partis signataires du Programme commun et celui du RPR se sont livrés à la surenchère par rapport au projet «d'indemnisation» gouvernemental. 800 000 voix à prendre...

Mitterrand à la Convention Nationale du Parti Socialiste

REMISE EN ORDRE FACE AU P.C.F.

plus lourd dans les marchandages, d'obtenir davantage de concessions. notamment au niveau du partage du pouvoir d'Etat ; pour la première fois, Mitterrand déclare publiquement que les discussions autour de la réactualisation du Programme commun avaient aussi tourné autour du partage des portefeuilles ministériels.

Les nationalisations et filiales ? Désaccord qui pouvait être dominé, à la condition que les questions de la direction de ces entreprises soient réglées ; Mitterrand devait le préciser pas la suite.

Un nouveau contentieux existait avec le CERES puisque celui-ci avait dé-

les abandons de principes et les compromissions du PCF avec la droite.

De l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat en passant par le soutien à l'enseignement confessionnel pour en arriver aux visites de députés du PCF chez Giscard, tout ou presque y est passé.

En fait de compromis c'est surtout celui du Programme commun qui était à l'ordre du jour ; mais pour cela, du point de vue de la situation interne du PS, il y avait quelques problèmes à régler...

«L'AMOUR ET LE STRIP TEASE»

Un nouveau contentieux existait avec le CERES puisque celui-ci avait dé-



cidé de rendre public, avant la convention, ses propositions d'ouvertures en direction du PCF. Mitterrand adopta un ton tranchant à l'égard du CERES : «Lorsqu'on saute un obstacle, je ne suis pas cavalier, mais je crois sa-

voir qu'au moment où l'on se trouve en l'air et par-dessus l'obstacle, il serait dangereux de changer de rythme... on se casse la figure immanquablement.

Si Mitterrand s'est livré à cette mise en accusation du CERES, c'est qu'il a vu son autorité malmenée par des membres de son bureau exécutif, compte-tenu de la publicité faite par eux

motion majoritaire ? Le débat s'est déroulé en commission des résolutions. Les choses sont ainsi faites au PS que, pendant que les délégués patientent, ceux qui décident vraiment de l'orientation, ou plus exactement qui ont quelque moyen de faire pression sur Mitterrand discutent à huit-clos.

Il en ressortira un compromis, la «synthèse» qui ne s'était pas faite à Nantes. Mais, dans de toutes autres conditions ! Les seuls amendements apportés au rapport Beregovoy ne sont que de pure forme ; le CERES est bien obligé de s'en contenter ; il a été amené à voter le quitus à la direction nationale pour toute son

Ce que Mitterrand a dit

A l'adresse du CERES

Le PS (...) doit toujours être lui-même : quand on est plus tout à fait sûr de soi-même alors on commence à se sentir plus à l'aise chez les autres. (...)

Je ne ferai pas l'injure à mes contradicteurs de penser qu'ils croient que leur motion d'aujourd'hui a beaucoup de sens, car la réalité du débat, croyez-vous qu'elle porte sur 32 nationalisations dans le cadre de la stratégie industrielle ? Et je poserais cette grave question, la plus grave de toutes : pourquoi pas 33 ? (...)

On travaille, on engage une méthode et au moment où on l'engage on a déjà lâché 32, 33, 31, non 31 c'était social-démocrate, 32 on est vraiment socialiste, 33 je ne sais pas ce qu'on est... Alors comme ça, à la petite semaine, vous avez d'autres paquets pour la semaine prochaine ? On va passer à combien ? On va doubler ? 66 ? Qu'est-ce qu'on va faire la semaine d'après ? Attention il faut nourrir, il y a encore quatre mois... au train où vous allez à Noël ce sera fini c'est sûr.

Sur le PCF et son compromis historique

Le compromis historique va bien au-delà des combinaisons parlementaires.

Le compromis historique, c'est lorsque l'on se rallie en 24 heures à la bombe atomique, on fait le compromis historique avec l'armée. C'est lorsqu'on se rallie en 24 heures à l'Europe, on fait au moins le compromis historique avec les milieux d'affaires. C'est lorsqu'on trahit, on mараде dans les arrières du PS, lorsqu'on débat de l'enseignement privé ! On fait le compromis historique avec l'Eglise.

Sur les relations internationales

Il faut, chers camarades, refuser la volte-face communiste !

Non au double jeu. C'est vrai, je l'avoue, on le sait, je suis allé à Bonn, dans la semaine qui a suivi l'interruption des négociations du mois de septembre... Rendez-vous pris depuis six mois avec le Chancelier d'Allemagne de l'Ouest. C'est vrai, je le reconnais, je l'avoue... Vous savez bien qu'il vaut mieux l'avouer !... (quelques sourires)...

J'aurais pu y renoncer, si je ne m'étais pas trompé de date, les représentants du Parti Communiste, puisqu'un peu plus tôt le ministre Henke avait rencontré à Paris Kanapa et Juquin !

C'est vrai, je suis allé à Brighton, au Congrès du Parti Travailiste. C'est vrai, et cela fait partie du procès instruit dans la bouche de Roland Leroy. Mais si mon avion n'avait pas été pris dans les difficultés de la grève des aéroports britanniques, au lieu d'arriver l'après-midi, je serais arrivé le matin, et j'aurais donc été assis à côté de Jacques Denis, représentant du Parti Communiste Français ! Non au double jeu !

C'est vrai qu'il m'est arrivé — Chirac me l'avait reproché — de déjeuner chez l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique. Pour peu que cet homme eut été plus aimable, j'aurais pu m'y rencontrer avec le délégué spécial que le Parti Communiste avait désigné à cet effet, Kanapa, puisque ces délibérations ont eu lieu il n'y a pas si longtemps !

C'est vrai que si j'étais membre de la Commission chargée de cette affaire, je serais — non pas aujourd'hui, puisque c'était l'autre semaine — dans une salle avec des militants européens, tandis que le lendemain viendrait à la même place Raymond Barre ! C'est vrai... Mais si j'avais le loisir d'être en Amérique, en compagnie de quelques Européens, je serais en train de bavarder amicalement avec Gustave Ansart !

C'est vrai qu'il a dû arriver à quelques-uns des socialistes — ce n'est pas mon cas — de déjeuner ou de dîner avec des membres de la majorité. Les communistes ont raison : pourquoi perdre son temps à déjeuner ou à dîner avec je ne sais quels sous-fifres, tandis que l'on peut aller directement déjeuner à l'Elysée ?

Je refuse la volte-face. Je refuse la surenchère. Et je refuse le double jeu.

Je dirai à vous, socialistes, qu'il convient désormais de balayer ce type d'arguments, de ne pas se laisser impressionner non plus. En somme, on nous demande d'avoir mauvaise conscience à cause des fautes que nous commettons, étant donné que ces fautes deviennent vertus dès lors que nous les commettons avec lui !

François MARCHADIER

Sur le plan Barre

VERITES PREMIERES

M. Boissonnat est rédacteur en chef de l'Expansion journal patronal à la mode, qui organise à l'occasion des colloques entre le patronat et le parti socialiste.

Voici ce que l'on pouvait y lire : «Le plan Barre a réussi sur ce qui était son objectif essentiel : le freinage des salaires (...)

«toutes ces taxations ont aussi pour objet de faire apparaître des indices plus flatteurs avant les élections» ; «Les leaders de la majorité se sont affolés devant le + 0,9% de septembre (...)

— Préparons nous à la lutte — Préparons l'alternative révolutionnaire

Que faire pour 78 ?

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE LENINISTE

DIMANCHE 27 NOVEMBRE PARIS SALLE MUTUALITÉ 14 H

AVEC 6 DEBATS :

- Quel est le véritable projet du PCF ? - Quelle unité pour 78 ? - Quel socialisme pour la France ? - Où en est la situation internationale ? - Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?

Debré continue à cultiver la différence au sein du RPR. Il a fait ce week-end un meeting de son comité pour l'indépendance et l'unité de la France. L'orthodoxie gaulliste est bien difficile à défendre au temps de Chirac.

POLITIQUE

Après Brejnev, Carter

Bourges a décidé de quitter également Paris puisque tous ses collègues du gouvernement sont en vadrouille. Pour sa part à peine rentré de Moscou, il se rend chez Carter qui a bien besoin de soutien ces derniers temps. Cependant il n'est pas annoncé qu'ils se rencontreront durant les quatre jours que doit durer le séjour.

L'Humanité autorisée à la vente en Espagne

Cela fait quarante ans que cela était interdit. Parions que des Espagnols qui le lisaient à l'époque risquent d'y découvrir quelques changements.

Stoléru persiste

Je serai le candidat du président de la République a confirmé Stoléru en parlant de sa candidature à Saint Dié dans les Vosges pour les législatives. Rappelons que cette candidature de celui qui se propose de traquer la bête des Vosges ne suscite que protestation indignée de la majorité locale.

«Verdun ça a de la gueule»

Bigéard a confirmé qu'il essaierait de se vendre aux électeurs de Verdun «parce qu'on n'échappe pas à son destin» et que, cela on s'en doutait un peu «Verdun avait toujours représenté quelque chose» pour lui.

Curieusement pour un ami de Giscard il aura contre lui un PR sortant qui trouve plus habile de se présenter également sans étiquette. Ça ne fait pas peur au baroudeur parce que dit-il «se présenter à Verdun ça a de la gueule».

Apprenti mineur

Barre, comme prévu, était samedi à la réunion des «clubs perspective et réalité», groupuscule giscardien. Il y a affirmé hautement qu'il fallait «fuir de toutes nos forces l'électoratisme». Et, pour bien le montrer, il a parlé... des élections : «Rien n'est joué, jusqu'au soir du deuxième tour, jusqu'à la dernière minute, il faut être vigilant, actif et persuasif». Avec la circonscription dans laquelle il «va au charbon», le candidat Barre pourra en tout cas dormir sur ses deux oreilles une semaine plus tôt.

A bonne école

Au procès de Klaus Croissant devant la Chambre d'accusation de Paris, on avait beaucoup remarqué, au fond de la salle, une cinquantaine de jeunes, prétendument «étudiants en sociologie». Vérification faite par *Le Monde*, ce sont bien des étudiants... du centre d'Application des polices urbaines. Naturellement, ces futurs policiers, venus là en mission, n'avaient pas pour objectif d'occuper des places pour empêcher la publicité des débats...

Fractionnistes

Séguy a répondu aux six adhérents socialistes de la CGT de Loire Atlantique qui affirmaient : «L'interprétation du Programme commun relève des partis politiques qui l'ont signé», et estimait que les prises de position de la CGT portaient atteinte à l'indépendance syndicale : «La méthode adoptée n'est guère compatible avec les règles de la démocratie syndicale en vigueur au sein de notre CGT, dont les statuts n'admettent ni fraction ni tendance organisée». Cela ressemble vaguement à une menace d'exclusion. On pourrait demander à Séguy des comptes sur l'action de la fraction du PCF au sein de la confédération.

Le Pen en campagne électorale et coloniale

Les Nazillons du Front national veulent se rappeler au bon souvenir de l'opinion publique, aussi ont-ils fait deux déclarations : la première concerne Barre qui a le tort aux yeux (si l'on peut dire) de Le Pen de faire porter la responsabilité de l'inflation sur les petits commerçants alors que c'est le train de vie de l'État qui en serait le seul responsable...

Puis poursuivant dans la même veine fascisante il a affirmé que la France devait intervenir pour récupérer ses ressortissants aux mains du Polisario.

INTERNATIONAL

Carrillo interdit de parole à Moscou

Mise en garde à Berlinguer et à Marchais

A son retour à Madrid, Carrillo s'est à nouveau expliqué sur l'incident qui a marqué sa visite à Moscou, où Brejnev l'a interdit de parole. Selon Carrillo, le PCE «a démontré à ceux qui pouvaient en douter encore qu'il était un parti indépendant. En fait, le dirigeant du PCE n'a qu'à se féliciter de cet incident qui, contrairement aux espérances de l'URSS, ne créera pas de problèmes au sein du parti espagnol et servira Carrillo dans sa politique d'alliance avec la grande bourgeoisie.

Pressés par les journalistes de donner leur avis, les dirigeants du PCI et du PCF ont eu des attitudes différentes. Berlinguer a déclaré : «Je ne suis pas informé des circonstances au cours desquelles cet incident a pu se produire». Il était évident qu'il se refusait à prendre le parti de Carrillo. Quant aux délégués du PCF, Laurent et Kanapa, ils ont déclaré : «S'il y a acte de censure, il est inadmissible». On sait que depuis l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, le PCF a trouvé beaucoup de choses «inadmissibles», «insupportables», «condamnables» en URSS sans jamais en tirer les conclusions logiques sur la nature du régime de Brejnev.

Pourquoi de telles contradictions se développent-elles entre l'URSS et Carrillo plus qu'avec les autres partis qui se réclament, à des degrés divers, de l'euro-communisme ? Le PCE, c'est de plus en plus clair, fonde actuellement son projet, non pas sur la mise en avant d'un capitalisme d'État mais sur une collaboration loyale avec la bourgeoisie en place, ceci dans la mesure où son poids électoral n'est pas comparable à celui du PCF ou du PCI. D'autre part, il doit faire face en Espagne

à des positions assez fortes, de l'impérialisme US et doit donner des gages de son indépendance par rapport à l'URSS. Il l'a fait à plusieurs reprises : d'abord en mettant en avant, beaucoup plus que les partis français et italien, le projet spécifique de l'euro-communisme ; puis en allant aussi beaucoup plus loin dans la critique du régime de Brejnev. Carrillo parle dans son livre de «dégénérescence».

Au contraire, le PCF et le PCI, vus leurs résultats électoraux et leurs positions par rapport aux partis bourgeois, ont comme perspective à relativement

court terme la prise du pouvoir et la réalisation de leur projet de capitalisme d'État. Dans cette mesure, ils ont besoin du soutien de la super-puissance soviétique. Même s'ils veulent s'en démarquer par des critiques de détail, à cause des campagnes des partis bourgeois, sur le Goulag d'une part, et du rejet du «modèle soviétique» par les masses d'autre part, ces deux partis ne remettent pas en cause la nature soit-disant «socialiste» de l'URSS. L'un et l'autre ils appuient nettement sa politique de prétendue «détente» destinée à masquer ses préparatifs de guerre.

En attaquant principalement Carrillo, en ripostant brutalement à ses critiques à chaque fois (en particulier depuis l'article de *Temps Nouveaux* de juillet dernier, Brejnev veut isoler Carrillo, briser le début de solidarité qui existe entre les trois partis révisionnistes européens. Il s'agit en

même temps de montrer au PCF et au PCI qu'il ne faut pas aller trop loin. Il y a réussi : depuis trois mois, les réactions des partis de Berlinguer et de Marchais à la polémique entre l'URSS et le PCE ont été discrètes et évasives : ils critiquaient le «ton» des journaux soviétiques et minimisaient les rapports entre les trois partis.

Avec l'interdiction de parole à Carrillo, Brejnev a donné un nouveau coup de poing sur la table. Il a été d'autant plus brutal que Carter, contrairement à Kissinger, admet la venue au pouvoir des partis révisionnistes en Europe et commence à leur faire des avances : Carrillo doit faire une tournée aux USA. Mais encore une fois, ce veto s'adressait bien plus aux partis de Berlinguer et Marchais, pour marquer les limites de leur indépendance.

J.P. CHAMPAGNY



USA-URSS : course aux armements dans l'espace

Le gouvernement américain envisage d'entreprendre des négociations avec l'URSS sur la limitation des «satellites anti-satellites». Beaucoup de satellites sont utilisés pour observer les installations militaires et surveiller l'application des accords SALT. Or, les Soviétiques viennent d'expérimenter un satellite anti-satellites. Les Etats-Unis proposeraient l'interdiction des satellites qui peuvent détruire ou paralyser l'action des satellites observateurs. Mais le problème est qu'ils ne savent pas comment détecter ces satellites «destructeurs». Peut-être avec des satellites «détecteurs» ?

URSS : pas d'amnistie pour les prisonniers politiques

Le régime de Brejnev a décrété une amnistie à l'occasion du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre. Alors que Sakharov avait lancé un appel au gouvernement pour une amnistie des prisonniers politiques, ceux-ci sont exclus de la mesure qui vient d'être prise : en effet, elle ne concerne pas les personnes condamnées pour «crimes dangereux contre l'Etat».

Monseigneur Capucci libéré et expulsé

Monseigneur Capucci, archevêque de Jérusalem qui avait été condamné à douze ans de prison pour transports d'armes destinées à la Résistance Palestinienne, a été libéré dimanche par les sionistes. Il a été expulsé vers Rome où il doit être hospitalisé en raison de son état de faiblesse dû à une grève de la faim d'un mois.

OTAN

Huit bâtiments de guerre américains font, depuis le début du mois, une croisière en Mer Baltique. En même temps, des manœuvres de la flotte danoise se déroulent au sud de la Suède avec la participation de plusieurs unités de l'OTAN. On sait que la région de la Baltique, souvent fréquentée par des sous-marins sovié-

tiques est considérée comme un point faible de l'OTAN.

ESPAGNE

Cent mille personnes ont manifesté vendredi à Barcelone contre l'austérité et contre le pacte de la Moncloa conclu avec le gouvernement par tous les partis y compris le PCE pour soutenir son plan économique.

Sahara occidental

HASSAN II MENACE

Pour la première fois depuis le début de la crise provoquée par les menaces militaires du gouvernement français, le roi du Maroc, Hassan II, est intervenu publiquement. Dans un discours pour le deuxième anniversaire de l'aventure expansionniste connue sous le nom de «marche verte», il a déclaré : «L'armée marocaine usera de son droit de poursuite chaque fois que les frontières du royaume chérifien seront violées et la souveraineté du pays bafouée». Comme Hassan considère que toute opération militaire du Front Polisario sur le territoire sahraoui est une «atteinte à la souveraineté de son royaume», le roi menace directement d'une intervention les camps de réfugiés de Tindouf, ce qui aurait pour conséquence un conflit ouvert entre l'Algérie et le Maroc. Ce n'est pas la première fois qu'une opération contre Tindouf est envisagée dans la presse ou dans l'armée marocaine : mais jamais Hassan

Il ne l'avait ainsi reprise officiellement à son compte. Il semble difficile qu'il ait pu tenir de tels propos sans le soutien de Giscard. On sait que les deux chefs d'État se consultent fréquemment et que le chef d'état-major du roi, le sinistre Dlimi était à Paris à la fin de la semaine dernière.

On voit quel est le plan combiné qui se met en place : étant donné qu'une intervention directe du type colonial était difficile, Giscard et Hassan II se sont partagés les tâches. Du côté de la Mauritanie, Giscard soulage le fardeau de l'armée marocaine en encadrant grâce à des conseillers militaires, l'armée mauritanienne défaillante et organise une couverture aérienne, la base de Dakar servant d'arrière. Ainsi, l'armée marocaine peut envisager des opérations de «ratissage» dans le territoire du Sahara et une intervention contre les camps de réfugiés de Tindouf. Cependant, le bombardement de la popula-

L'opération de Bir Gindus

C'est contre une garnison de l'armée mauritanienne à Bir Gindus, situé en territoire sahraoui, que le Front Polisario, a mené une opération vendredi dernier. Les combats auraient fait une douzaine de morts parmi les Mauritaniens dont 35 auraient été faits prisonniers. Un accrochage avec l'armée mauritanienne a eu lieu au cours du retour de la colonne.

tion civile, la violation du territoire de l'Algérie constitueraient des faits nouveaux qui accentueraient l'isolement international de l'impérialisme français et du régime marocain.

D'autre part, après une quatrième rencontre, le représentant de Giscard, Chayet, a suspendu les négociations avec le Front Polisario. Il a déclaré : «Nos discussions sont parvenues à un point tel que les positions respectives sont claires». Quant au ministre de l'information de la RASD, il s'est déclaré prêt à recevoir de nouveau l'émissaire du gouvernement français quand il le voudra. D'autre part, une haute personnalité française se trouvait dimanche en Mauritanie : était-ce pour négocier la publication de la liste des prisonniers sahraouis en Mauritanie, conformément aux demandes du Front Polisario, ou pour discuter des modalités de l'intervention française ?

J.P.C.

Réactions internationales

Le Front Polisario a adressé un message au Mouvement des pays non-alignés pour dénoncer l'internationalisation du conflit et les menaces d'intervention française : «L'intervention des forces étrangères dans notre région ne peut que nous préoccuper légitimement et préoccuper toutes les forces éprises de liberté et de justice, surtout si l'on sait que cette intervention n'est plus à démontrer et qu'elle porte un sérieux coup et représente une insulte inadmissible aux principes du Mouvement des non-alignés».

Plusieurs délégués, parmi lesquels celui du Bénin et celui de Madagascar, ont dénoncé à l'Assemblée générale de l'ONU l'occupation du Sahara et l'intervention française. Ils ont appelé l'ONU à prendre ses responsabilités en organisant un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

D'autre part, dans une déclaration qu'elle vient de rendre publique, l'Association des étudiants Sénégalais en France dénonce l'appui donné par le gouvernement du Sénégal au renforcement du dispositif militaire français en Afrique.

Allemagne

LA MEUTE DE SCHMIDT

Le gouvernement allemand a confirmé la création d'une «équipe de recherche» anti-terroriste. Les tâches de cette équipe seront plus larges que celles du GSG9, commando surentraîné sorti seulement dans les grandes occasions. Composé de 90 membres à la fois enquêteurs et tireurs d'élite, devant passer ensuite à 200, ce corps spécial sera dirigé par Wegener qui a mené l'opération de Mogadiscio avec le GSG9 et y a gagné ses galons de colonel. Répartis en petites brigades permanentes de 2 à 5 membres, ces «super-flics» pratiqueront une chasse permanente aux

«terroristes» terme dont on sait l'extension que l'Allemagne de Schmidt lui donne.

On apprend que vendredi, un membre du GSG9, chargé de la protection du ministre des Affaires étrangères Genscher a tué «accidentellement» (sans doute par nervosité) un de ses collègues. Voilà qui augure bien du sang-froid de ces hommes d'élite !

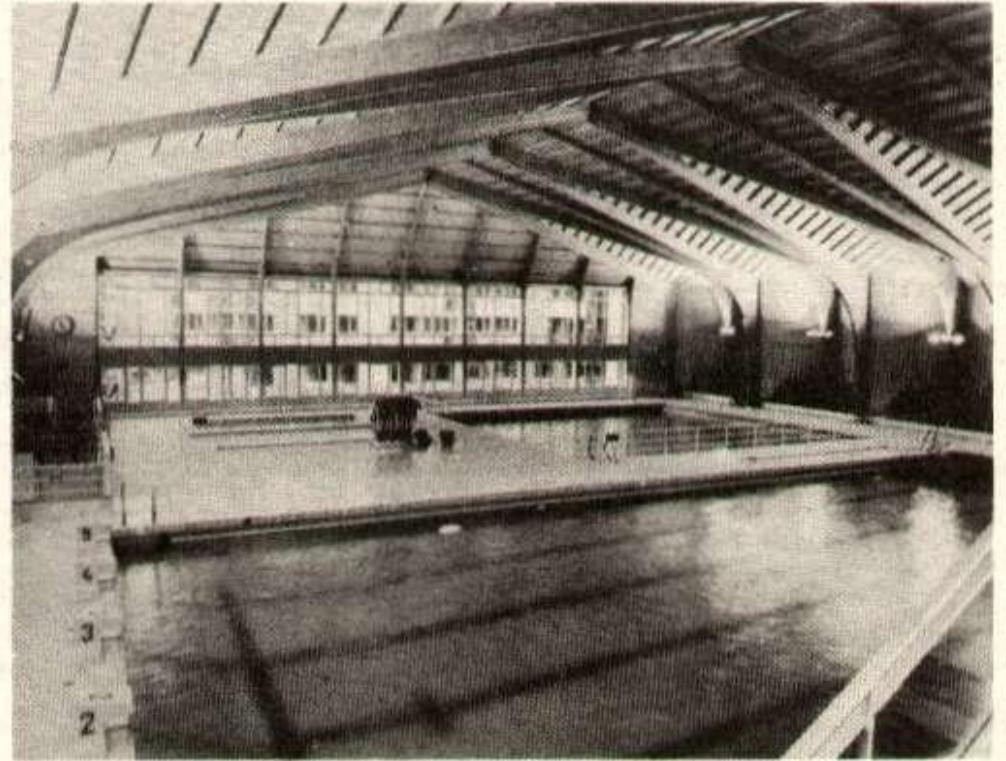
RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION POLICIÈRE FRANCO-ALLEMANDE

D'autre part, à la suite des demandes répétées de

Schmidt pour intensifier la «coopération» policière, une réunion au sommet des polices française et allemande, a eu lieu la semaine dernière. La délégation française était conduite par Pandraud, directeur général de la police nationale. Un communiqué commun précise que des travaux seront prévus : «D'une part pour intensifier la recherche des individus faisant l'objet de poursuites judiciaires, notamment les terroristes et, d'autre part, pour mettre en œuvre les décisions prises au cours de cette réunion pour combattre le terrorisme international».

Taxes et concours de pronostics

MAQUILLER LES CARENCES D'UN BUDGET



Des équipements de prestige privilégiés au détriment d'équipements locaux et régionaux.

Le budget de la Jeunesse et des Sports est discuté lundi à l'Assemblée nationale. Présenté comme une des «priorités de l'action financière de l'État», ce budget n'apparaît pas à l'examen particulièrement privilégié : le volume total des crédits proposés pour 1978 (2686,6 millions), ne représente qu'une revalorisation de 12,9 % sur le budget précédent ce qui, compte-tenu de l'inflation, équivaut à une quasi-stagnation. Le rapporteur de la commission, Bernard Destremau (P.R.) le reconnaît lui-même et propose de trouver des ressources extra-budgétaires dans l'organisation d'un concours de pronostics sur le foot-ball.

La baisse la plus nette porte sur les équipements directs de l'État. En pratique cette orientation signifie que par exemple le nombre de piscines directement financées par l'État va diminuer sensiblement : 65 prévues contre 94 en 1976. Considérés dans le détail, les projets d'investissements dénotent deux orientations : les équipements sportifs et socio-éducatifs au plan national sont nettement privilégiés par rapport aux mêmes équipements sur le plan local et régional (ce sont les collectivités locales qui sont invitées à se débrouiller).

Le projet de budget semble se satisfaire du manque flagrant d'équipements sportifs en France, dans les villes comme à la campagne. Pour dissimuler cette carence, quelques gadgets sont avancés : priorité serait maintenant donnée aux «équipements légers» (genre «terrains de grand jeu banalisés...») et on nous explique qu'aux «exigences quantitatives» auraient succédé des «exigences qualitatives» comme le fait de disposer d'«espaces naturels de détente». Aucune précision n'est donnée d'ailleurs sur ces fameux espaces.

DES MESURES INSUFFISANTES...

Les subventions au mouvement sportif ne progressent que de 9,5 %. Il faut savoir qu'en 1976, seulement 5 600 clubs ou

pour le rattraper. Ce chiffre doit de plus être rapproché des besoins réels : en 75, on estimait généralement qu'il manquait au moins 25 000 professeurs d'éducation physique. Il est vrai que la réforme Haby officialise la réduction des horaires consacrés au sport : un moyen de diminuer le besoin de professeurs...

...AU CONCOURS DE PRONOSTICS !

Pour «arrondir» un budget aussi étriqué, Desmetraux a trouvé la solution : instituer un concours de pronostics sur le championnat de football ! Déjà un prélèvement sur le PMU constitue une source de financement des équipements, qui a rapporté, en 1976, 41 millions de francs. Prévu pour s'ajouter au budget, il a été progressivement intégré : le budget d'équipement de 74 (dernier budget avant le vote du prélèvement sur le PMU) est supérieur de près de 50 millions à celui de 78, ce qui correspond en gros à la somme récupérée grâce au PMU. De là à penser qu'il en soit de même pour les concours de pronostics, il n'y a pas loin. De toute façon, il s'agit là une nouvelle fois de suppléer à la carence du budget en prenant une poignée des contribuables, ou au moins d'une partie d'entre eux.

Claude ANCHER

Tribune libre

Faillite à droite, cassure à gauche
QUE FAIRE POUR 78?Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

LA VOIE OUVERTE PAR LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Par J.P. GAY

C'est dans la nuit du 7 au 8 novembre (nuit du 25 au 26 octobre selon l'ancien calendrier grégorien) voici 60 ans, que des détachements d'ouvriers des usines de Pétrograd, de soldats et de matelots révolutionnaires, prenaient d'assaut, au centre de la capitale, le Palais d'Hiver, où siégeait le gouvernement bourgeois provisoire. Non loin de là, à l'Institut Smolny, le deuxième congrès des Soviets, en proclamant la mise en application effective et immédiate du mot d'ordre : «*Tout le pouvoir aux Soviets*», créait les conditions de la maîtrise du pouvoir par le prolétariat et les larges masses du peuple.



Février 17 à Pétrograd : des soldats déserteurs, des ouvriers, des ménagères, prennent position, en armes dans les rues de la capitale. Le Tsar abdique.

Soixante ans plus tard, en URSS, c'est dans un pays redevenu une prison des peuples, pays où ils exercent contre la classe ouvrière une dictature fasciste, que les tenants de la nouvelle bourgeoisie soviétique prétendent célébrer aujourd'hui la révolution d'octobre. C'est pourtant par la négation la plus complète des principes essentiels de cette révolution, par la négation des enseignements universels qu'elle a fournis aux travailleurs du monde entier, que les nouveaux dirigeants soviétiques ont établi leur pouvoir. C'est aussi par la négation des mêmes principes, des mé-

mes leçons universelles que le PCF a défini sa politique, tout en prétendant avoir encore comme objectif «*le socialisme pour la France*». Refusant à la révolution d'octobre toute portée universelle les révisionnistes du PCF mettent en avant ce qu'ils appellent «*les circonstances exceptionnelles*» de cette révolution, pour mieux justifier leur projet capitaliste. Ainsi, abandonnant toute référence à la notion de dictature du prolétariat et à la notion d'insurrection prolétarienne, ils invoquent le fait que, selon eux, «*dans la Russie arriérée*», le projet socialiste ne pouvait ral-

lier largement les masses et que tout processus révolutionnaire engagé par la réalisation de cet objectif ne pouvait être à l'époque que minoritaire, y compris dans la classe ouvrière, d'où la nécessité d'un pouvoir autoritaire «*imposant*» une telle perspective. Minutieusement préparée, l'insurrection de Pétrograd n'avait pourtant rien d'un coup d'éclat, ou d'une action de type putschiste. Elle s'appuyait sur la volonté des larges masses du peuple. Dans les raisons qu'il donnait comme permettant de mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée, le

comité central du parti bolchévique, réuni le 10 octobre 17, parlait de «*la conquête de la majorité dans les Soviets, réalisée par le parti du prolétariat*», autrement dit, le refus désormais acquis, de la part des masses ouvrières et paysannes représentées dans les Soviets, d'être gouvernées par la bourgeoisie. L'insurrection de Pétrograd constituait en réalité le terme d'un long mûrissement de la crise politique, où le caractère inévitable de l'affrontement était apparu clairement aux yeux des masses. La transformation «*de chaque coin de rue en tribune politique*», la multitude et la richesse des débats au sein des masses, l'effervescence politique qui régnait parmi les travailleurs des villes, et aussi, de plus en plus, parmi ceux de la campagne, étaient, comme le montre fort bien John Reed, témoin irremplaçable de la révolution d'octobre, dans son livre *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, le terrain vivant où s'enracinait l'activité du parti bolchévique, sa propagande, son travail d'éducation, pour préparer les masses à l'issue inévitable de l'insurrection armée. Face aux falsifications des révisionnistes, il est important de restituer la réalité de la révolution d'octobre et ses enseignements pour notre Révolution.

«Chaque coin de rue fut une tribune»

De jeunes et pimpants officiers promenaient dans les halls des hôtels leurs bachlyks cramoisés brodés d'or et leurs sabres caucasiens richement travaillés. Les femmes de fonctionnaires se réunissaient l'après-midi pour prendre le thé ; chacune portait dans son manchon sa petite boîte à sucre en or ou en argent, ornée de brillants, et une demi-miche de pain ; elles souhaitaient le retour du tsar, l'arrivée des Allemands, enfin tout ce qui pourrait résoudre la crise des domestiques. La fille d'un de mes amis rentra un jour dans tous ses états parce que la receveuse du tramway l'avait appelée «*camarade*».

La grande Russie enfantait dans la douleur un monde nouveau. Les domestiques, qu'on traitait comme des animaux et qu'on ne payait guère, s'étaient émancipés. Comme une paire de chaussures coûtait alors plus de cent roubles et que les gages étaient d'environ 35 roubles par mois, ils refusaient d'user leurs souliers à faire la queue. Dans cette nouvelle Russie, tous les hommes, toutes les femmes votaient ; la classe ouvrière avait ses journaux, qui disaient des choses inaccoutumées et saisissantes ; et puis il y avait les Soviets, il y avait les syndicats. Les *izvotchiks* eux-mêmes avaient leur syndicat et ils étaient représentés au Soviet de Pétrograd. Les garçons d'hôtels et de restaurants étaient organisés et refusaient les pourboires. Sur les murs des restaurants, on lisait des inscriptions comme celles-ci : «*les pourboires ne sont pas acceptés*» ou «*Ce n'est pas parce qu'un homme est obligé de gagner sa vie en servant des autres à table, qu'il faut l'insulter en lui offrant un pourboire*».

Au front, les soldats continuaient leur lutte contre les officiers et apprenaient dans les comités à se gouverner eux-mêmes. Dans les ateliers, ces incomparables organisations russes que sont les Comités d'usine acquéraient l'expérience et la force et prenaient conscience de leur mission historique de lutte contre l'ancien ordre de choses. La Russie tout entière apprenait à lire ; elle lisait de la politique, de l'économie, de l'histoire, car le peuple avait besoin de savoir. Dans chaque ville, presque dans chaque village, sur tout le front, chaque fraction politique avait son journal, quelquefois même plusieurs. Des milliers d'organisations distribuaient des centaines de milliers de brochures et en inondaient les armées, les villages, les usines, les rues.

La soif d'instruction si longtemps réfrénée devint avec la révolution un véritable délire. Du seul Institut Smolny sortirent chaque jour, pendant les six premiers mois, des tonnes de littérature, qui par tombereaux et par wagons allaient saturer le pays. La Russie absorbait, insatiable, comme le sable chaud absorbe l'eau. Et non pas de grotesques romans, de l'histoire falsifiée, de la religion diluée ou de cette littérature à bon marché qui pervertit, mais des théories économiques et sociales, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol, de Gorki.

Et quel rôle jouait la parole ! Les «*torrents d'éloquence*» dont parle Carlyle à propos de la France n'étaient que bagatelle auprès des conférences, des débats, des discours dans les théâtres, les cirques, les écoles, les clubs, les salles de réunions des Soviets, les sièges des syndicats, les casernes. On tenait des meetings dans les tranchées, sur les places des villages, dans les fabriques. Quel admirable spectacle que les quarante mille ouvriers de Poutilov allant écouter des orateurs social-démocrates, socialistes révolutionnaires, anarchistes et autres, également attentifs à tous et indifférents à la longueur des discours ! Pendant des mois, à Pétrograd et dans toute la Russie, chaque coin de rue fut une tribune publique. Dans les trains, dans les tramways, partout jaillissait à l'improviste la discussion (...).

Nous nous rendîmes sur le front de la 12^e armée, en arrière de Riga ; des hommes hâves, pieds nus, dépérissaient dans la boue éternelle des tranchées ; à notre approche, ils se dressèrent, les faces contractées, leur peau bleuie par le froid paraissant à travers les déchirures des vêtements, et nous demandèrent avidement : «*Avez-vous apporté quelque chose à lire ?*» (...).

«Plutôt Guillaume que les Bolchéviks»

(...) Une grande partie des classes riches préférait les Allemands à la révolution, — même au Gouvernement provisoire, — et ne s'en cachait pas. Dans la famille russe où je vivais, on s'entretenait invariablement à table de l'arrivée des Allemands qui apporteraient «*la loi et l'ordre*». Au cours d'une soirée que je passai chez un marchand de Moscou, on demanda pendant le thé aux onze personnes présentes qui elles préféraient de Guillaume ou des bolchéviks. Dix voix contre une se prononcèrent pour Guillaume. (...).

Extraits du livre de John Reed
«*10 jours qui ébranlèrent le monde*»

Du «dimanche sanglant» à la prise du Palais d'Hiver

9 janvier 1905 : Au petit matin, le tsar fait tirer, sur les 140 000 ouvriers et leurs familles, désarmés, venus lui porter une pétition protestant contre la dureté de leurs conditions d'existence. Ce «*dimanche sanglant*» donne le signal d'un puissant essor révolutionnaire dans toute la Russie. Les grèves vont se multiplier, avec un caractère politique de plus en plus marqué.

Octobre 1905 : A l'occasion de la grève politique à Pétersbourg, vieille capitale impériale, et plus grand centre industriel de Russie, apparaissent, sur la base des comités de grève, les embryons du pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière : les Soviets (ou conseils).

C'est le 13 octobre, pour la première fois, que dans toutes les fabriques et usines de Pétersbourg, on procède à l'élection du Soviet des députés ouvriers.

Novembre 1905 : Dans plusieurs villes, apparaissent les premiers détachements ouvriers de combat ; dans les usines, c'est la naissance de la garde rouge, impulsée par les bolchéviks qui appellent les masses à l'insurrection armée contre le tsar et les propriétaires fonciers et, à cette fin, organisent clandestinement les transports d'armes à travers toute la Russie.

La révolution de 1905 sera finalement écrasée mais, parmi les acquis, il en est deux particulièrement importants : la formation des Soviets et l'armement du prolétariat, qui réapparaîtront, avec une ampleur décuplée, douze ans plus tard.

Février 1917 : C'est la

chute du tsarisme. La destitution du tsar correspond pour une part à la volonté de la bourgeoisie russe : en effet, celle-ci soucieuse de défendre ses intérêts impérialistes dans le cadre de la confrontation mondiale en cours, craint que le régime tsariste, en pleine décomposition, de plus en plus isolé sur le plan intérieur, et subissant défaite sur défaite, sur le front, ne signe pour se sauver, une paix séparée avec l'Allemagne. Dans son entreprise, la bourgeoisie russe bénéficie du soutien de Londres et de Paris, qui craignent d'être «*lâchés*», par l'allié russe.

En même temps, en évinçant par une révolution de palais le régime tsariste, désormais honni par toute la Russie, la bourgeoisie espère enrayer le développement du mouvement des masses. Mais, les masses ouvrières et paysannes, soumises à un degré de misère extrême, vouées à la famine, et à une mort cruelle dans les tranchées du front, sont décidées à prendre leur sort en mains. Ainsi, ce qui, avant tout va déterminer la fin de l'autocratie tsariste ce sont leurs grèves et leurs manifestations où de plus en plus fréquemment, les ouvriers affrontent la police, les armes à la main, et reçoivent l'appui de régiments entiers nés du côté du peuple insurgé.

De ces intérêts opposés, naissent deux pouvoirs. D'un côté, le gouvernement provisoire, représentant les intérêts du capitalisme et des grands propriétaires fonciers. De l'autre, les Soviets représentant la classe ouvrière et la paysannerie. Les

Soviets de députés élus par les soldats et les ouvriers en armes et héritiers des Soviets de 1905, sont réapparus dès le début du mouvement révolutionnaire de février. En étant composés non plus seulement d'ouvriers comme en 1905 mais, aussi de soldats qui, pour une grande part sont des paysans, les Soviets constituent désormais l'ébauche du futur pouvoir fondé sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Mais, les premiers députés des Soviets sont en majorité des gens favorables à la conciliation avec le gouvernement provisoire, et leur élection s'explique par les illusions encore importantes qui existent dans les masses vis-à-vis de la bourgeoisie.

Aussi, toute l'activité des bolchéviks, alors minoritaires au sein des Soviets, va consister désormais à ouvrir pour que les ouvriers et les paysans représentés dans ces Soviets, rejettent la politique du gouvernement bourgeois, pour que les Soviets deviennent l'unique pouvoir en Russie et qu'ainsi soit assuré le passage de la révolution démocratique bourgeoise victorieuse en février à la révolution socialiste.

Avril 1917 : A la conférence du parti bolchévique, Lénine formule le mot d'ordre : «*Tout le pouvoir aux Soviets*».

Mi-juillet : Le gouvernement provisoire apparaît clairement favorable à la continuation de la guerre impérialiste, et le comité exécutif des Soviets est alors à la remorque du gouvernement. Face à cette situation des centaines de milliers de per-

sonnes descendent dans la rue à Pétrograd, réclamant «*tout le pouvoir aux Soviets*» et la paix. La répression est sanglante : la manifestation est noyée dans le sang, on tente de désarmer les ouvriers, les journaux bolchéviks sont interdits. Le parti bolchévique retourne à la clandestinité. La dualité du pouvoir cesse : tout le pouvoir est désormais entre les mains du gouvernement provisoire bourgeois qui refuse de faire la paix, qui rejette la revendication des paysans pour l'expropriation des féodaux et la redistribution des terres, ou celles des ouvriers pour les 8 heures et les salaires, et qui s'oppose à toutes les libertés politiques. Le développement pacifique de la révolution, entrevu quelques temps comme possible, cesse dès lors d'être à l'ordre du jour.

25 août : Tentative de coup de force du général Kornilov, pour écraser définitivement les Soviets à Pétrograd et installer un gouvernement plus «*dur*» que celui de Kerenski. La mobilisation populaire contre Kornilov ranime les Soviets des députés ouvriers et soldats. La politique de conciliation avec la bourgeoisie subit un profond désaveu de la part des masses. Dans la période qui suit, les bolchéviks vont acquérir au sein des Soviets, une influence majoritaire.

10 octobre 1917 : Le Comité Central du Parti bolchévique, analysant la nouvelle situation, décide de l'imminence du déclenchement de l'insurrection armée.

24 octobre (6 novembre) : L'insurrection commence.

PROGRAMME TÉLÉ Lundi 7 novembre

- TF 1**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte.
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le repos du guerrier. Film français de Vadim. Avec Brigitte Bardot, R. Hossein. Une jeune bourgeoise sauve du suicide un homme à la dérive. Elle tombe amoureuse de lui. Celui-ci lui apprend le plaisir et en fait sa chose et l'humilie. Vadim est parfois un bon photographe, mais ce film est plus académique qu'audacieux et même ennuyant. C'est de plus un concentré de conceptions réactionnaires sur la femme objet sexual.
 22 h 05 - Portrait : Maurice Druon. Membre du RPR ancien ministre de la Culture, réactionnaire forcené.
 23 h 05 - Journal et fin
- A 2**
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 55 - Vladimir Maïkovski. La force des mots-tocsin Maïkovski poète soviétique révolutionnaire a tenté de faire la révolution aussi dans l'art. Evocation sur la base de documents cinématographiques de son combat.
 23 h 30 - Journal et fin
- FR 3**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 30 - Cinéma public. Un meurtre est un meurtre.
 22 h 10 - Journal et fin

Mardi 8 novembre

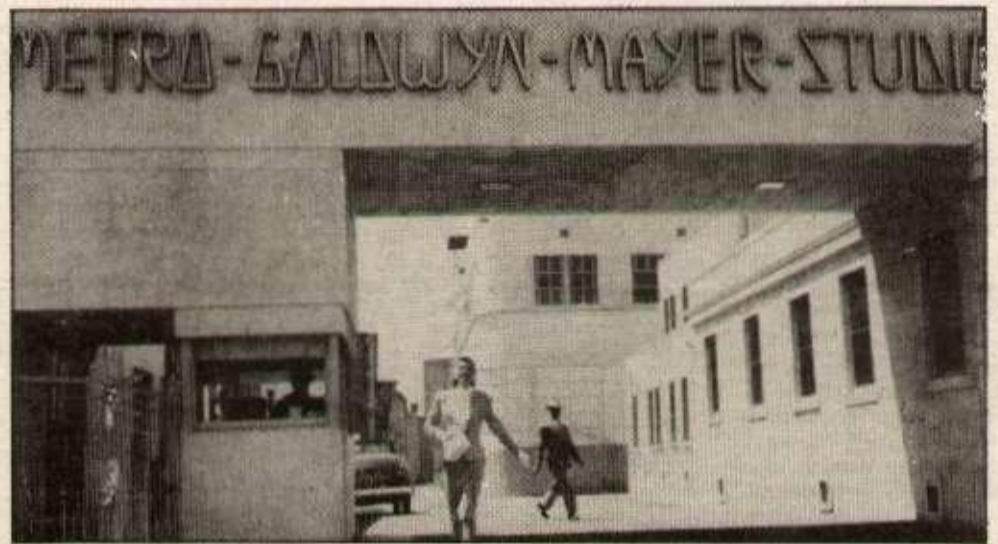
- TF 1**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Des magiciens
 21 h 30 - Les chênes qu'on abat. Émission de P. Cardinal
 22 h 45 - Concert messiaen
 23 h 15 - Journal et fin
- A 2**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Le cas du Docteur Laurent. Film français de Le Chanois 56. Le docteur Laurent veut enseigner aux femmes du village de Saint-Laurent les techniques de l'accouchement sans douleur. Les autres médecins s'y opposent.
 23 h 30 - Journal et fin
- FR 3**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre.
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Western. La prisonnière du désert. Fil américain Avec John Wayne. Ethan Edwards cherche sa nièce enlevée toute petite par les Indiens. Le temps passe, sa quête est vaine. Il la retrouve mais celle-ci a adopté les coutumes indiennes. Ceci dépasse l'entendement du juste Ethan. Œuvre ambiguë. Un des meilleurs films de John Ford
 22 h 25 - Journal et fin

Aperçus sur le cinéma américain

L'EMPIRE DES SIX

En dehors de films exceptionnels comme «Harlan County USA», la vie des gens, leur travail, leurs conditions d'exploitation, leurs aspirations à changer radicalement la vie et la société sont toujours absents des écrans du cinéma et de la télévision américains. Le système de production cinématographique aux USA, le réseau de distribution, sans qu'il y ait de censure officielle, ou déclarée amènent à une censure de fait de la représentation des conditions de vie des masses ou de leurs luttes. Au mieux, les films les plus intéressants font une critique des milieux politiques dirigeants ou de l'idéologie impérialiste, mais en partant le plus souvent d'un point de vue individualiste : films d'Arthur Penn, de Sidney Pollack, certains films de Ruston, de Altman...

Même ces films critiques sont totalement pris dans le star-system et produits par les grandes compagnies, avec les contraintes qu'elles imposent. Le cinéma américain, y compris les films critiquant le système est enfermé dans le ghetto de Hollywood ou de Broadway, à tel point que bon nombre de films traitent ou évoquent Hollywood, les milieux cinématographiques, le western, les stars. Même quand il porte un regard critique, le cinéma américain est nomenclature, il se prend pour sujet et n'en finit pas de se regarder ; ainsi «Sunset Boulevard», «Juge et Hors-la-loi», «Le



Le studio de la «MGM» à Hollywood, une usine à cinéma. La vie sociale ne franchit pas le poste de garde.

shérif est en prison», pour ne citer que ceux-là...

Il est rare que les réalisateurs sortent du ghetto doré de Beverly Hills, leur esprit critique ne peut guère s'aiguiser dans ces conditions. Même le cinéma dit d'avant-garde, l'«underground», demeure dans un ghetto, qui pour être différent est tout aussi coupé de la vie. Les productions d'Andy Warhol qui donne actuellement dans le punk sont l'envers misérable de la magnificence affichée des studios hollywoodiens.

Sur le plan de la production, six grandes sociétés dominent le marché intérieur et l'exportation : Columbia, Metro Goldwyn Mayer, Fox, Artistes Associés, Warner et Universal. Il y a encore tendance à la concentration : en 1970, Universal et

Paramount ont créé la CIC (Cinéma international corporation) qui a 80 agences dans le monde pour distribuer leurs films. Depuis 1973, elle distribue aussi les films de la MGM. Les compagnies Columbia, Warner et Fox ont un réseau semblable. Pour mieux vendre dans des pays très différents l'un de l'autre, il y a une standardisation du sujet et de son traitement. Pour la sortie d'un film les compagnies créent l'événement : «La tour infernale» est sortie sur 100 écrans en même temps au Japon. Aux Etats Unis après un an de publicité, «King Kong» (1) a été distribué dans plus de 1 200 salles en même temps, soit une sur 14. En France ce film a été lancé par une série de reportages dans les journaux et à la radio sur sa réalisation. Une chaîne de radio a organisé une attraction gi-

gantesque sur les Champs Elysées avec la maquette géante de King Kong.

Les recettes étrangères des grandes compagnies cinématographiques américaines étaient de 49 % de leurs recettes totales pour l'année 1974. En 1975 elles ont perçu 522 millions de dollars de droits à l'étranger, soit près de la moitié de tous les droits de distribution mondiale. Les projections de films américains ont représenté la moitié des temps de projection dans le monde. L'impérialisme américain se manifeste autant sur le plan culturel que sur les plans économiques, politiques ou militaires et envahit la plupart des pays du monde.

(1) Nous reparlerons dans un prochain numéro de ce film pratiquement unique dans l'histoire du cinéma américain.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

112^e épisode

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Editions Denoël

La petite lumière installée par Lucien filtrait sous l'abat-jour rouge, juste assez pour ôter aux visages leur angulosité. Quand Arezki fumait, il devenait loquace. Mais je l'écoutais mal. Je voulais me défendre contre lui, je refusais le désespoir et fermais la porte aux ombres. Il parlait. Il fixait l'abat-jour cramoisi et se plaignait d'une voix sourde, basse. Comme Lucien, il disait que le corps ne compte pas, qu'il faut l'user et s'en servir, et que la fatigue, les veilles, n'avaient pas d'importance. Il disait que la lutte, c'était tout ensemble apprendre aux frères à se laver, à ne pas cracher les boulettes dans le métro, à cotiser, à se méfier, à simuler, à se plier, à obéir.

— Les hommes, soupirait-il, tu ne peux pas t'imaginer ce que c'est. Moi, moi le premier. Ici, je bois ; ailleurs, je punis celui qui boit. La guerre, ça n'arrange pas les hommes.

Je l'encourageai, le rassurai. D'ailleurs, la guerre n'atteignait-elle pas son point culminant ? Il se dessinait dans l'opinion un ébranlement, une prise de conscience.

— Chez qui ? coupa-t-il. Chez Elise, chez Lucien, chez Henri ? Combien êtes-vous ?

Comme je protestais, il voulut me faire plaisir et me donna raison.

— Viens près de moi, mais ferme la fenêtre. Tu ne trouves pas qu'il fait froid ? Raconte-moi.

Nous avions recours à cet artifice, raconter. Raconter la grand-mère, le port, les paysages kabyles, objets et êtres figés, inoffensifs, apaisants. Et la ruse réussissait. Et puis, un mot, un soupir, un regret nous ramenaient au noyau, au point fixe.

— De toute la semaine, je ne pourrai pas te voir. Je baissai la tête et demandai :

— Samedi ?

— Oh non, pas le samedi, tu sais bien.

— Crois-tu que le gouvernement va sauter ?

— Quel gouvernement ?

— Mais le français, bien entendu. Lucien disait avant de partir que ça pourrait tout changer.

— Quand vas-tu voir Lucien ?

— Dimanche prochain, avec Henri et Anna.

Viens avec nous.

Il grimaça et dit :

— Dommage... Nous aurions passé tout le

dimanche ensemble. Je serais venu le matin de

bonne heure...

Je ne répondis pas. Un long silence nous coupa l'un de l'autre. Puis je m'aperçus qu'il s'était endormi et je le couvris.

J'ouvrais, le soir, les fenêtres de la chambre où, solitaire, j'attendais la nuit, et les clartés du crépuscule me suffisaient. Je n'allumais qu'à l'extrême pénombre. Jusqu'au vendredi, je restai ferme dans mon projet, n'imaginant pas de laisser à mon frère l'impression qu'Anna était son seul recours. Lorsque ce matin-là, je me glissai près d'Arezki et lui demandai :

— Viendrais-tu dimanche si je t'attendais ? il me l'assura, et je décidai de renoncer à aller voir Lucien.

Pendant la pause de midi, les délégués distribuèrent des tracts devant la porte de l'usine. Ils avaient été éconduits quelques jours plus tôt par la direction et nous invitaient à nous réunir le soir même. « Les promesses ne sont jamais tenues. Elles ne sont faites que pour désamorcer les revendications. »

Nous n'étions qu'un petit nombre le soir quand les délégués exposèrent la situation. Un ouvrier de l'atelier qui se tenait derrière moi me souffla :

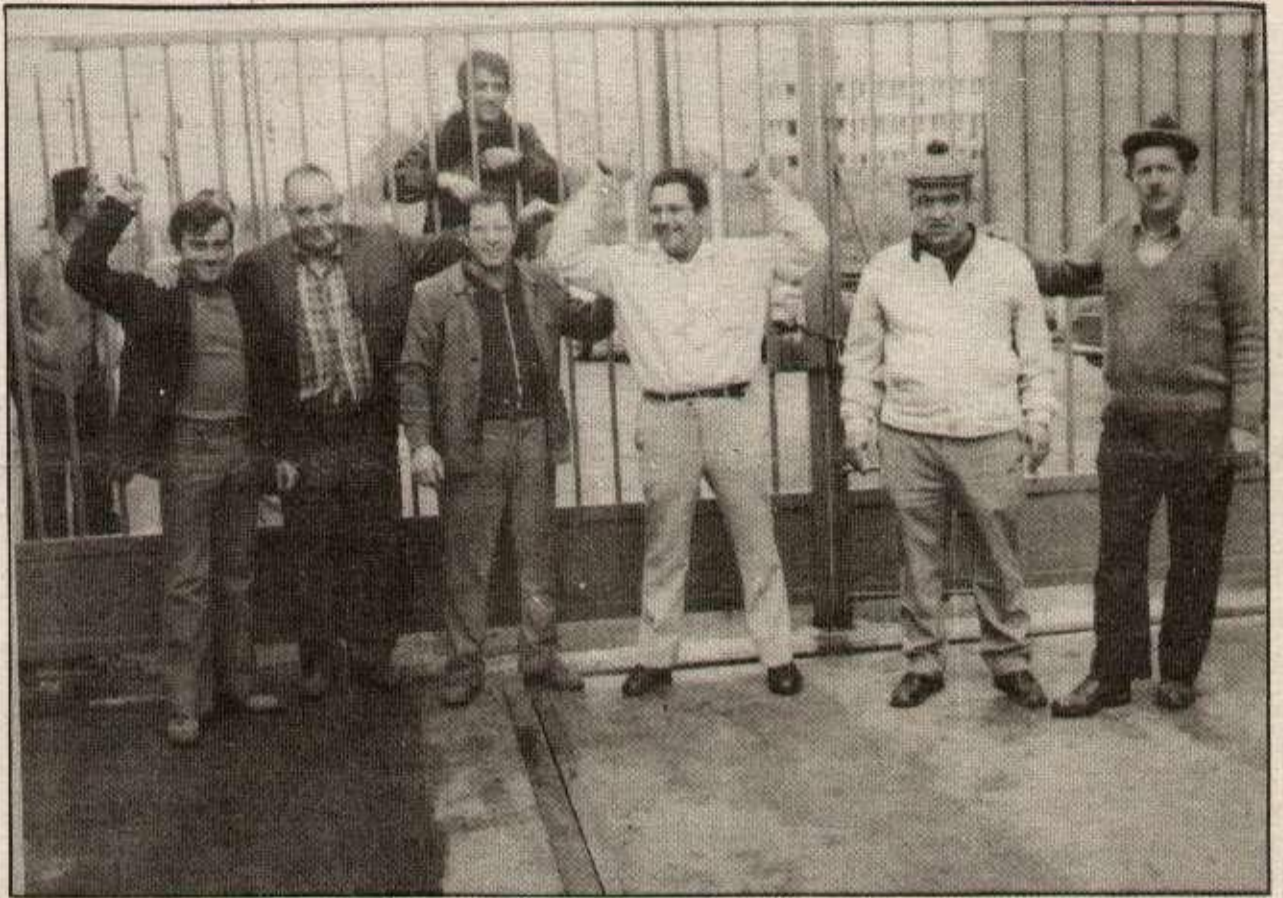
— Et vos copains les Arabes, où sont-ils ?

Aucun des ouvriers étrangers n'assistait à la réunion.

à suivre

Les syndicats face à 78

Par Gérard PRIVAT



POUR DES PERSPECTIVES NOUVELLES

● Nous avons essayé de voir hier comment la rupture de la gauche avait été ressentie par la masse des syndicalistes et nous nous sommes efforcés de dégager ce qui nous semble ressortir en positif du débat suscité par la polémique PS - PC.

Nous avons également essayé de mieux cerner les pièges tendus par les partis de gauche aux travailleurs et aux syndicalistes et tout particulièrement les dangers du projet du PCF.

Il nous semble nécessaire aujourd'hui d'avancer en positif et commencer à poser quelques jalons sur ce vaste ensemble de problèmes posés par l'échéance de 78 et sur les difficiles mais combien importantes questions qu'elle pose aux syndicalistes.

Comment les choses vont-elles se présenter après 78, au cas où la gauche sortirait majoritaire des élections ? Toutes sortes de supputations sont faites, de nombreuses hypothèses envisagées. Ce dont on peut être sûr dans tous les cas, c'est que contrairement à certains points de vue — le PCF se battra avec la dernière énergie pour participer au pouvoir, et même pour y arracher le maximum de fauteuils. La répartition des portefeuilles est d'ailleurs sans aucun doute, l'un des points secrets sur lesquels ont achoppé les discussions de renégociation.

On peut imaginer deux hypothèses parmi les différents cas de figure : le PS gouverne seul ou avec une coalition giscardocentriste. Dans ce cas, Mitterrand a été suffisamment clair. On sait ce qu'il en sera des revendications des travailleurs : l'emploi ? il faudra (paraît-il) une longue période pour résorber le million cinq cents mille chômeurs. Et il n'est pas sûr qu'on y parvienne, dit-il. La réduction des scandaleux écarts hiérarchiques, par exemple de 1 à 5 ? il n'en est pas question ; la retraite à 60 ans ? on verra.

Dans de telles conditions, le PCF chercherait inévitablement à susciter les mouvements chez les travailleurs ou à profiter de la colère provoquée par la politique anti-ouvrière d'un tel gouvernement. Cela, plusieurs militants avec qui nous avons discuté nous l'on dit, en ont bien compris les dangers. C'est d'ailleurs ce qu'il prépare par ses

tentatives de récupération en direction des cédédistes.

Si un gouvernement PS - PC arrive à se former, il est probable que quelques revendications, parmi les plus urgentes, seront accordées aux travailleurs. Mais pour combien de temps ? Comment peut-on par exemple avoir confiance sur la garantie du pouvoir d'achat alors que rien n'est dit sur les moyens de stopper l'inflation et la hausse continue des prix qu'elle entraîne. Et pour cause, ils n'ont pas de moyens ! Le système capitaliste fonctionnant toujours, il n'existe pas de moyens pour arrêter l'inflation. La gauche au pouvoir supprimera-t-elle la concurrence capitaliste nationale et internationale ? Evidemment non ! ils le disent d'ailleurs eux-mêmes. Alors, pourquoi promettre démagogiquement le plein emploi, même à terme.

Par ailleurs, il serait fermement demandé dans ces conditions aux travailleurs et à leurs syndicats de ne pas « gêner le gouvernement dans son action » avec force arguments fallacieux du genre « il ne faut pas faire le jeu de la droite » ou « on ne peut tout avoir d'un coup » etc...

Ainsi donc suivant le cas, les syndicats seraient réduits soit à jouer le rôle de frein par rapport aux revendications des travailleurs, soit de force d'appui ou de masse de manœuvre pour les visées de l'un ou l'autre des partis de gauche ? Qu'en sera-t-il alors des aspirations des travailleurs, de leurs revendications les plus immédiates et de leur espoir

de changements profonds qui se sont manifestés dans les luttes de ces dernières années ?

L'IDÉE DE L'AUTONOMIE DES TRAVAILLEURS

Devant tant d'incertitudes et face aux pièges qui leur sont tendus, les syndicalistes en nombre croissant, ont commencé à prendre conscience de la nécessité de l'autonomie des travailleurs, de leur capacité de contestation et de luttes de ces y compris après 78 avec un gouvernement de gauche. Les « contrats passés avec les travailleurs » avant les élections ne leur semblent pas de nature à apporter toutes les garanties nécessaires. Et même, l'idée qu'avec la gauche les conditions pour la lutte seront plus difficiles commence à faire son chemin.

C'est ainsi que la proposition des conseils d'ateliers contenue dans la plate-forme CFDT a été accueillie avec enthousiasme. Et pas seulement dans la CFDT. Cette proposition a suscité de nombreux débats dans les sections. Quand on parle aujourd'hui de la plate-forme CFDT, c'est du chapitre 7, des conseils d'atelier qu'il s'agit. Cela montre nettement qu'au delà des revendications et aussi pour que celles-ci aient quelque chance d'aboutir vraiment, la conscience a beaucoup progressé qu'il ne faut « s'en remettre à personne d'autre qu'à soi-même ». Plus profondément c'est dans l'esprit de concrétisation de cette volonté grandissante de faire prendre aux travailleurs leurs affaires en main que les conseils d'ateliers ont eu un tel écho parmi les syndicalistes.

Cependant, et notre enquête nous l'a aussi montré, bien des ambiguïtés subsistent. Et d'abord la formation de ces conseils. L'idée est assez largement répandue (surtout chez les militants basistes) qu'il s'agit là de mettre en route un processus d'appropriation collective du

pouvoir qui se ferait de manière progressive, par la base : on commencerait par les conditions de travail, puis assez rapidement on confierait de plus en plus de pouvoirs à ces structures de base que sont les conseils d'ateliers, pour en arriver à l'appropriation totale du pouvoir dans l'entreprise. Le syndicat quant à lui, garderait sa structure et son rôle de contestation. Les conseils d'atelier seraient eux, indépendants des syndicats et composés de travailleurs élus par leurs camarades d'atelier. Un tel schéma est empreint d'un réel souci de donner la parole aux travailleurs. Plus que cela, il est question dans cette optique que les travailleurs décident des choses qui les concernent. Pour cela, ce projet est très positif et doit recevoir tout le soutien des révolutionnaires. Mais il y a un obstacle de taille dans ce schéma : nous sommes dans une société de classe ! Encore une fois, il faut le redire, la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder de son pouvoir pacifiquement. Penser, ou laisser penser, que parce que la gauche viendrait au pouvoir, il serait possible alors de mettre en route ce processus d'appropriation progressive et pacifique du pouvoir, c'est se tromper lourdement et se préparer des lendemains difficiles. En fin de compte, c'est ne pas voir que les partis de gauche sont des partis bourgeois, avec des projets, différents sans doute, mais totalement étrangers aux intérêts des travailleurs. C'est ne pas voir que les travailleurs pour imposer leur pouvoir auront à combattre ces partis.

Par contre, le projet des conseils d'ateliers comporte un aspect très positif : ils peuvent tout à fait s'inscrire dans un front large constitué sur la base des revendications des travailleurs, avec tâche de travailler à l'autonomie des travailleurs, pour s'opposer à toute hégémonie d'où qu'elle vienne et tout particulièrement du PCF. Dans

ce front, les sections syndicales, les UL, tous les militants qui refusent à la fois la domination bourgeoise et les « alternatives de gauche » ont leur place.

POUR UNE AUTRE PERSPECTIVE

La rupture de la gauche a provoqué, bien malgré elle, un riche débat au sein des syndicats. Très vite, les questions se sont faites précises. Les doutes déjà présents depuis longtemps ont gagné du terrain. Parfois ils se sont transformés en certitudes. Il ne s'agit pas ici de tracer un tableau idyllique de la situation. Il ne saurait être question par exemple de nier que le PCF conserve une influence très importante dans la CGT et que le PS a toujours des points d'appui assez solides au niveau des organes dirigeants de la CFDT. Mais, c'est indéniable, la crédibilité du projet de « l'union de la gauche avec son programme commun » est sérieusement entamée. En profondeur, car les militants ont très vite été amenés à s'interroger, au delà de la question des revendications immédiates, sur les projets à long terme de ces partis qui se prétendent défenseurs des travailleurs. Nombreux sont ceux qui ont commencé à les rejeter et à rechercher « autre chose ». « Car, disent-ils, il faut un débouché politique aux luttes. On ne peut se battre indéfiniment contre les patrons et la droite à leur service. Il faut bien que cela change une bonne fois pour toutes ».

Il appartient aux révolutionnaires, aux authentiques communistes, de tracer cette perspective nouvelle en complète rupture avec les projets capitalistes des partis de gauche, d'appeler ces militants à venir définir avec eux ce projet de société socialiste à laquelle ils aspirent en s'appuyant sur leur riche expérience. A coup sûr, la situation est très favorable.

FIN